

Right2Grow **Mali**

Rapport Annuel **2024**



Période couverte par le rapport : 1 Jan 2024- 31 Dec 2024

Rapport soumis par : **Ibrahima Dembele**

Table des matières

Liste des acronymes.....	2
1. Aperçu du programme.....	4
1.1 Contexte national	6
1.2 Risques.....	6
1.3 Programmation adaptative	8
2. État d'avancement du programme.....	9
2.1 Résultats pour l'ensemble des effets	9
2.2 Contributions aux indicateurs IGG	27
2.3 Assistance technique	28
2.4 Thèmes transversaux	28
3. Histoires d'impact : Le triple enchevêtrement opérationnel au Mali.....	30
4. Liens et apprentissage	31
4.1 Initiatives de mise en relation et d'apprentissage	31
4.2 Enseignements tirés.....	36
4.2 Meilleures pratiques.....	37
5. Organisation du partenariat et collaboration	39
5.1 Structure du partenariat et prise de décision	39
5.2 Collaboration avec d'autres partenariats et programmes stratégiques	39
5.3 Collaboration avec le secteur privé	39
5.4 Collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas.....	40
6. Réflexion	41
6.1 État d'avancement du programme.....	41
6.2 Collaboration partenariale	41
6.3 Durabilité et appropriation locale	42
Annexes	43
Annexe 1: Théorie du changement	43
Annexe 2 : Cadre de résultats (consortium de pays)	44
Annexe 3 : Déclaration de résultats.....	59

Liste des acronymes

ABFN	Agence du Bassin du Fleuve Niger
AC	Agent Communautaire de Suivi S4T
ACF	Action contre la Faim
AJCAD	Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie
AJMNSA	Alliance des Journalistes Maliens en Faveur de la Nutrition et la Sécurité Alimentaire
AMADECOM	Association Malienne pour le Développement Communautaire
AMM	Association des Municipalités du Mali
ANJE	Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant
ASACO	Association de Santé Communautaire
AVEC	Association villageoise d'Épargne et de Crédit
CACOCSAD	Comité d'arrondissement, d'Orientation de Concertation et de Suivi des Actions de Développement
CAFO	Coordination et Association des Organisations féminines
CAOCSAD	Comité d'Arrondissement d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CCAP	Contrôle Citoyen de l'action Publique
CCN	Cellule de Coordination de la Nutrition
CEDEAO	Communauté Économique des Etat de l'Afrique de l'Ouest
CEGAA	Centre for Economic Governance and Accountability in Africa
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation, de coordination et de Suivi des Actions de Développement
CN-CIEPA	Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement
CNT	Conseil National de la Transition
CREE	Commission de Régulation de l'Énergie de de l'Eau
CSC	Comité de Suivi Citoyen
CSCOM	Centre de santé Communautaire
CSRèf	Centre de Santé de Référence
CT	Collectivité Territoriale
CTIN	Comité Technique Intersectoriel de Nutrition
CU5	Les Enfant de moins de 5 ans
CVC	Comité de Veille Citoyenne
DGB	Direction Générale du Budget
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EHA	Eau hygiène assainissement
FAMA	Forces Armées Maliennes
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GSB	Groupe de Suivi Budgétaire
GTN	Groupe Thématique Nutrition
MAG	Malnutrition Aiguë Global
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning

N4G	Nutrition for Growth
OC	Organisation Communautaire
OCB	Organisation Communautaire de Base
OMAES	Œuvre Malienne D'Aide à l'Enfance du Sahel
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PAMN	Plan d'action multisectoriel de nutrition
PAMN	Plan d'action multisectoriel de la nutrition
PDESEC	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PDEWASH-NUT	Plan d'Engagement Eau-Hygiène-Assainissement et Nutrition
PMR	Plan de Mobilisation de Ressource
PNA	Politique Nationale de l'Eau
PNE	Politique Nationale de l'Assainissement
PNR	Plan National de Réponse
PoINSAN	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PTF	Partenaire Technique et Financier
R2G	Right2Grow
RJEPA	Réseau des Journalistes pour l'Eau Potable et l'Assainissement
S4T	Savings For Transformation
SLDSES	Service Local de Développement Social et de l'Économie Solidaire
ST	Services Techniques
STOP-SAHEL	Association Malienne pour la Protection de l'Environnement
SUN	Scaling UP Nutrition
SWA	Sanitation Water for All
SWOT	forces, faiblesses, opportunités, menaces
TDRL	Taxe de Développement Régional et Local
ToC	Théorie du changement
VBG	Violence Basée sur le Genre
WASH	Water Sanitation Hygiene
WVI	World Vision Mali

1. Aperçu du programme

Nom du pays	Mali
Numéro du programme	PoV activity number 4000004339 MFA impact number: 100001237
Partenaire principal	Action contre la Faim
Période couverte par le rapport	Janvier 2024 - Décembre 2024
Partenaire principal de mise en œuvre	<p>ONG internationales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Action contre la Faim Action contre la Faim-Espagne - Mission Mali • World Vision Mali • Centre for Economic Governance and Accountability in Africa (CEGAA) <p>ONG/OSC nationales partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), • Association Malienne pour la Protection de l'Environnement "STOP-SAHEL" • Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement- (CN-CIEPA), par ailleurs Point focal SWA Société Civile • Groupe de Suivi Budgétaire (GSB) • Œuvre Malienne D'Aide à l'Enfance du Sahel (OMAES) • Association Malienne pour le Développement Communautaire (AMADECOM)
Personne de contact :	<p>Lead du Consortium Mamadou Diop Directeur Pays / Action contre la Faim-Espagne Mali Madiop@ml.acfspain.org</p> <p>Co-Lead du Consortium: Patrick Daniere Directeur national /World Vision Mali Patrick_Daniere@wvi.org</p>
Bureau de financement principal	Action contre la Faim Action contre la Faim-Espagne - Madrid
Personne de contact :	Paloma Martín de Miguel - Regional Desk Officer

Domaines d'intervention du projet

Zone	Champ d'application	Partenaires
National (Bamako)	# réseaux / plateformes de parties prenantes 1 SUN recherche 1 SUN secteur privé 1 Réseau de parlementaires 1 Réseau des journalistes WASH 1 Réseau des journalistes Nutrition 1 Comité SWA Mali 1 CTIN	AJCAD AMADECOM CNCIEPA/WASH GSB OMAES STOP SAHEL Action contre la Faim World Vision
Sous-national	4 Régions Kayes Koulikoro Koutiala Sikasso 1 District Bamako	STOP SAHEL OMAES AMADECOM AMADECOM AJCAD, CNCIEPA/WASH , GSB, Action contre la Faim World Vision
Local / communautaire	Communes Du Cercle De Kayes: Hawa Dembaya ; Marintoumania ; Segala. Khouloum Communes Du Cercle De Bafoulabé: Gounfan Bamafele Bafoulabe Mahina. Cercle De Sikasso: Danderesso Diomatene Kignan Sikasso Cercle De Koutiala: M'pessoba N'golonianasso Zanfigue Koutiala Communes du Cercle de Koulikoro : Tielala Sirakorola Meguetan Koulikoro Cercle de Kolokani : Nonsombougou Ouolodo Tioribougou Kolokani	STOP SAHEL STOP SAHEL AMADECOM AMADECOM OMAES OMAES

1.1 Contexte national

Depuis mai 2021, la transition malienne a amorcé une phase de « rectification » après le coup d'État d'août 2020, avec la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation et du Dialogue Inter-malien. L'année 2024 a été une année charnière avec plusieurs actions sur les plans sécuritaire, politique, économique et humanitaire, avec la nomination d'un nouveau Premier Ministre en novembre 2024¹. Sur le plan régional, l'année a été marquée par la formation de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la sortie de ses membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO/ECOWAS).

Sur le plan sécuritaire, la violence intercommunautaire et les déplacements de populations ont affecté certaines zones du projet (Kolokani, Koulikoro, Koutiala, Sikasso), affectant la sécurité alimentaire des populations, et créant une restriction d'accès des équipes du projet dans la commune de Danderesso. Ainsi, les activités de regroupement ont été déplacées dans les chefs-lieux de Sikasso. Concernant le secteur humanitaire, la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) est de 11,6 % dont 2,2 % de forme sévère ; l'insuffisance pondérale a une prévalence de 21,1 % avec 5,5 % de forme sévère et le retard de croissance a une prévalence de 24,8 % dont 7,5 % de forme sévère². Kayes (14,9 %) et Koulikoro (11 %) sont en situation préoccupante (alerte) et Sikasso (9,4 %) est en situation précaire.

Sur le plan Eau Hygiène Assainissement (EHA), l'accès à l'eau potable est de (71,9% en 2022 à 72,1% en 2023 au niveau national), mais des efforts restent nécessaires en milieu rural où le taux est de 67,8 % (contre 82,8 % en milieu urbain). L'assainissement et l'hygiène restent préoccupants, avec un taux de à 45% depuis 2019³

Le projet Right2Grow rencontre des obstacles, dus à l'instabilité politique, retardant la validation de la Politique Nationale de l'Eau (PNE) et de Politique Nationale de l'Assainissement (PNA) ainsi que la mise en œuvre du « Code de l'eau » révisé en 2017 et 2023, prenant en compte certains engagements Sanitation Water for All (SWA) et les insuffisances constatées par les acteurs.

Malgré ces défis, le Mali progresse sur plusieurs fronts et continue de travailler sur des réformes stratégiques pour moderniser le pays, tout en s'attaquant aux enjeux humanitaires dans un contexte socio-politique et sécuritaire fragile. La priorité reste de lutter contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer l'accès aux services sociaux.

1.2 Risques

Risques identifiés qui se sont également matérialisés	Impact sur le programme	Mesures d'atténuation prises et efficacité de ces mesures
L'instabilité politique et institutionnelle (Changement de gouvernement avec mobilité des positions ministérielles)	Le Changement du chef de gouvernement influence négativement le processus de l'ancrage institutionnel de la nutrition au niveau de la primature. OMAES SUN-OSC avait initié ce plaidoyer en sollicitant une audience auprès du Premier ministre sortant, mais sans succès. Il	Reprogrammation de l'activité en renforçant et impliquant le personnel permettra la continuité et le suivi de l'activité.

¹ Décret n°2024-0657/PT-RM du 21 novembre 2024 consacre à une nouvelle orientation de la politique de l'état malien.

² Enquête SMART au Mali - 14e édition, août - septembre 2024

	serait nécessaire de reprendre ce processus avec le nouveau gouvernement.	
Les menaces sécuritaires	<p>La violence intercommunautaire et les déplacements de populations ont gravement affecté certains bénéficiaires du projet, en particulier les femmes, enfants et jeunes, créant des situations d'insécurité alimentaire et favorisant la montée de l'extrémisme religieux dans des zones telles que Kolokani, Koulikoro, Koutiala et Sikasso. La mobilité restreinte des équipes dans la commune de Danderesso a également aggravé la situation.</p> <p>La persistance de l'insécurité, combinée au changement de gouvernement, a impacté négativement le processus d'ancrage institutionnel de la nutrition au niveau de la primature. La validation du code de l'eau, lié à la Politique Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PNE-PNA), attendue depuis 2023, demeure en suspens. Il a été essentiel de relancer ce processus avec le nouveau gouvernement pour garantir une réponse adaptée aux enjeux de nutrition, d'eau et d'assainissement à travers la CN-CIEPA et SUN-OSC, sollicitant une audience avec le Premier ministre sortant, qui avait pris des engagements et instruit les ministres concernés de suivre le dossier en vue de l'adoption des politiques. Avec le changement de gouvernement de novembre 2024, la roue est à refaire avec le nouveau gouvernement en 2025.</p>	<p>Un système d'alerte de sécurité, de coordination et de suivi a été mis en place pour suivre la situation des zones affectées (Sous-préfecture, services techniques, Right2Grow, collectivités), incluant l'interpellation des leaders religieux extrémistes par les autorités.</p> <p>Les activités de la commune de Danderesso ont été délocalisées vers Sikasso, avec le déplacement des acteurs concernés (CVC, maires, etc.). Des rencontres avec les acteurs et les parlementaires ont permis de souligner l'importance de la validation de la Politique Nationale de l'Eau (PNE), de la Politique Nationale de l'Assainissement (PNA) et du Code de l'Eau. Un suivi régulier du processus a été effectué auprès des départements de tutelle.</p> <p>Des actions de plaidoyer ont été menées auprès des membres du CNT pour sensibiliser les autorités sur l'adoption de la PNA-PNE. Des productions d'évidences ont été réalisées pour démontrer l'importance d'investir dans le WASH et la nutrition, notamment en période de crise, à travers l'analyse budgétaire des lois de finances 2023 et le suivi de la situation politico-sécuritaire.</p> <p>Les mesures d'atténuation, notamment les réunions régulières du Comité de Pilotage Stratégique National et l'atelier d'échanges de haut niveau sur le concept du triple Nexus (Humanitaire-Développement-Paix), ont été efficaces.</p>
Risques d'accroissement des VBG	<p>En 2024, 1,372,224 personnes seront confrontées à une insécurité alimentaire aigue (phase 3 et pire), avec 54,921 personnes en urgence alimentaire (phase 4) durant cette période, exacerbant non seulement la situation alimentaire mais également les risques de protections liés aux mécanismes négatifs d'adaptation affectant particulièrement les femmes et les filles à risque de VBG et du sexe de survie (sources HNRP 2024). L'impact a été moyen dans les zones d'intervention à Kayes avec une incidence sur le taux de MAG qui est passé à 14,9% en 2024.</p>	<p>Une meilleure implication des femmes a été encouragée pour renforcer leur contribution au développement, à travers la promotion des activités d'autonomisation aux ménages via les GSAN, les CVC et les relais communautaires. Cela inclut également la valorisation des aliments locaux transformés à haute valeur nutritive. Par ailleurs la participation des femmes et des personnes vivant avec un handicap a été favorisée dans les prises de décision à travers les cadres de concertation (CAOCSAD et CLOCSAD). Cette mesure prise a été efficace car l'implication des femmes contribue à leur autonomisation et peut avoir un impact positif, en</p>

		<p>réduisant leur vulnérabilité et en boostant le développement communautaire. Leur participation active dans les processus décisionnels renforce leur rôle dans la société et favorise une croissance économique inclusive, en permettant une meilleure allocation des ressources et une prise en compte des besoins spécifiques des femmes.</p>
--	--	---

1.3 Programmation adaptative

L'insécurité, marquée par des attaques sur des localités comme Danderesso a conduit à des ajustements dans la mise en œuvre des activités du projet. Le déplacement vers Sikasso qui est plus sécurisé, a permis de maintenir les objectifs tout en garantissant la sécurité des bénéficiaires et des partenaires locaux.

Les dynamiques politiques et sécuritaires ont directement impacté les activités. L'instabilité politique au Mali ralentit les actions de plaidoyer auprès des institutions, notamment le Conseil National de Transition (CNT) et le Gouvernement. Malgré des avancées comme la mise en place d'un réseau des parlementaires en matière de nutrition et WASH, la lenteur administrative et les changements gouvernementaux freinent la validation de politiques cruciales, telles que celles du PNA, PNE et le code de l'eau, essentielles pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

De plus, les contraintes financières des administrations locales décentralisées et déconcentrées de l'État et l'absence de ressources suffisantes pour la réalisation des sessions de Comité Local d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CLOCSAD) et de Comité d'Arrondissement d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CAOCSAD) nécessitent un soutien constant et une reprogrammation des ressources pour assurer la pérennité des actions de gouvernance locale liées à la nutrition et le WASH. Le soutien renforcé de Right2Grow à ces autorités locales a permis de maintenir la dynamique, mais la question du financement reste un défi majeur.

La mise à jour de l'application BESEYA servant à la mobilisation, sensibilisation et plaidoyer virtuel sur la nutrition et le WASH a permis d'intégrer la langue Moré à la demande du Burkina Faso et de l'anglais pour les communautés anglophones.

Right2Grow a contribué à la **simplification des outils de plaidoyer** destinés aux **Comités de Veille Citoyenne (CVC)**, facilitant ainsi leur appropriation par les acteurs locaux. Cette démarche a permis de mieux ancrer les dynamiques de plaidoyer dans les réalités communautaires et les capacités des organisations de la société civile.

Cependant, ce processus met en lumière la nécessité d'une **adaptation continue des outils aux contextes locaux**, dans un environnement marqué par des **contraintes budgétaires** liées à la mise en œuvre du plan d'assistance au Mali, notamment pour le **recrutement de consultants spécialisés**.

Enfin, le projet a jeté les bases d'un plaidoyer local structuré, renforçant l'intégration des besoins communautaires dans les politiques locales. Toutefois, l'**absence d'une stratégie d'engagement du secteur privé** et la **nécessité de clarifier le triple nexus** restent des défis majeurs de l'Etat. Des **ajustements programmatiques** sont indispensables pour renforcer la synergie des acteurs et assurer une **approche durable**, condition clé pour pérenniser les acquis du projet et élargir l'impact du plaidoyer.

2. État d'avancement du programme

2.1 Résultats pour l'ensemble des effets

2.1.1 Mobilisation communautaire

Right2Grow Outcome 1 : Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.

Interventions

Le projet Right2Grow a renforcé la mobilisation communautaire pour lutter contre le triple fardeau de la malnutrition et du WASH, en s'appuyant sur quatre piliers mis en place par l'État : systèmes agroalimentaires territoriaux, santé durable, protection sociale et WASH. Les collectivités décentralisées, CVC, GSAN et les relais communautaires ont joué un rôle clé dans le financement durable de l'approche multisectorielle, avec les 21 compétences transférées aux collectivités.

Plusieurs actions ont été mises en œuvre pour améliorer la santé des communautés :

1. Émissions radios: 1,368 émissions mensuelles ont été diffusées dans les régions de Sikasso, Kayes, Koutiala et Koulikoro pour promouvoir les bonnes pratiques en EHA et nutrition, sensibilisant les communautés à un changement durable de comportements.
2. Atelier régional sur le genre: Un atelier a sensibilisé les acteurs locaux (CVC, maires, autorités politiques) à l'intégration du genre dans les interventions nutritionnelles et de développement, visant des actions inclusives pour les femmes et les filles.
3. Concertations locales semestrielles: Des sessions ont été organisées entre acteurs privés et décideurs locaux pour améliorer la coordination en WASH, nutrition et sécurité alimentaire.
4. Foires locales: Des foires ont été organisées pour promouvoir les produits WASH et nutrition, en soutenant la santé communautaire et l'économie locale.

Résultats

Résultat clé: Sensibilisation communautaire à travers 1,368 émissions radiophoniques

Les initiatives de mobilisation communautaire menées par World Vision, Action contre la Faim et leurs partenaires ont permis de diffuser 1,368 émissions radiophoniques dans 24 communes. Ces émissions ont joué un rôle essentiel dans la sensibilisation des communautés aux bonnes pratiques en nutrition et en assainissement, tout en facilitant la mobilisation des communautés autour des enjeux de malnutrition et des besoins en WASH, notamment via des tables rondes avec des experts locaux.

Résultat clé: Amélioration de la participation des groupes vulnérables

L'organisation de deux ateliers régionaux pour suivre les recommandations de l'analyse du genre réalisée en 2021, entraînant une amélioration significative de la participation de plus de 321 femmes, jeunes, et des personnes en situation de handicap dans les processus décisionnels locaux. Ces actions ont renforcé la prise en compte de leurs besoins spécifiques dans les plans de développement des collectivités.

Résultat clé: Renforcement des cadres de concertation locaux avec la tenue de 24 sessions de CAOCSAD et 6 CLOCSAD

Les cadres de concertation locaux ont facilité des échanges entre les autorités locales, les acteurs privés, et les organisations de la société civile (OSC). Ces échanges ont conduit à des actions concrètes telles que : La redynamisation des GSAN (Groupes de Soutien à l'Autoproduction Nutritionnelle) ; La réactivation des banques de céréales ; L'organisation de foires locales pour promouvoir les produits locaux à haute valeur nutritive.

Résultat clé: Renforcement des capacités communautaires

Un total de 89 participants (71 hommes et 18 femmes) a été formé à la mise en œuvre de l'approche multisectorielle EHA et nutrition à travers la compréhension et l'implémentation des stratégies ANJE et GSAN. Ce renforcement des capacités a permis une meilleure collaboration entre les organisations de Bamafélé, Bafoulabé, et Kayes. Il a également permis aux communautés d'identifier des besoins locaux, tels que la réhabilitation de six latrines scolaires, et de plaider pour des améliorations dans la gestion des infrastructures sanitaires.

Résultat clé : Appui aux démonstrations nutritionnelles locales à travers le plan d'action des CVC au GSAN

Le CVC de Hawadembaya a soutenu les GSAN dans la constitution de stocks alimentaires pour des démonstrations nutritionnelles en faveur des enfants. Cela a permis de sensibiliser les familles à des pratiques alimentaires saines et à l'importance de l'utilisation de produits locaux à haute valeur nutritive pour une meilleure santé.

Résultat clé : Autonomisation des femmes et promotion de la transformation agroalimentaire

La formation des groupements de femmes des AVEC à la transformation de produits locaux à haute valeur nutritive a renforcé la mobilisation des femmes dans la recherche de solutions locales durables à la malnutrition. Cela a contribué à la valorisation des produits locaux tout en renforçant l'autonomie économique des femmes et en soutenant la sécurité nutritionnelle dans les communautés.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Valeur de référence	Objectif global (2021-2025)	Objectif 2024	Résultats de l'année 4	Cumulatif réalisation	Commentaires
1.1- Obligatoire	1.1. : Nombre d'actions de plaidoyer dans lesquelles les communautés formulent des demandes d'amélioration des services (WASH et nutrition)	96	840	168	112	329	<ul style="list-style-type: none"> -8 participation session budgétaire, -10 participation au compte administratif, -13 participation aux sessions sur la fixation des impôts et redevances, -16 sessions budgétaires, -17 sessions CAOCSAD avec la participation des 24 communes, 8 rapports citoyens -7 participation des CVC sur le budget additionnel -3 participation des CVC à la session d'élaboration du PDSEC 2024-2028; -2 participations des CVC à la session d'évaluation du PDSEC 2019-2023 ; -2 participations des CVC au CLOCSAD ; -2 participations des CVC aux cadres de concertation locale, -24 présentations par les CVC des rapports de suivi citoyen sur la qualité des services WASH et Nutrition, etc. <p>Depuis quelques années, l'État a arrêté de financer les espaces de redevabilité au niveau communal en raison de ses priorités sécuritaires. La stratégie du projet reposait pourtant sur une contribution à la tenue de ces cadres afin de soutenir la participation des CVC. Face à cette situation, le projet a été contraint de financer un seul cadre au lieu des deux prévus, limitant ainsi les opportunités de plaidoyer des CVC.</p>
	Nombre de notes de messages de plaidoyer lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes d'amélioration des services	0	384	96	64	276	<ul style="list-style-type: none"> -24 notes de plaidoyer présentées lors des CAOCSAD, -14 notes de plaidoyer lors du CLOCSAD - 3 notes de plaidoyer à la mairie pour l'insertion de lignes budgétaire dans leurs budgets annuels, -5 notes de plaidoyer sur la nutrition ; -9 notes de plaidoyer portant sur le WASH, -1 note de plaidoyer au Gouverneur de Kayes sur la gestion de la barque de traversée du fleuve-4 Notes de plaidoyer lors de la journée mondiale de l'eau JME 2024, 1 note de plaidoyer lors de la célébration de la journée mondiale de lavage des mains au savon -2 notes de plaidoyer en faveur de la prise en compte de la nutrition dans le PDSEC;

							<p>-1 Note de plaidoyer à l'intention du Commissariat à la Sécurité Alimentaire pour l'élaboration d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation et à l'eau ; etc.</p> <p>De façon globale, les OSC se sont inscrites dans la dynamique de porter la voix des communautés. Le soutien financier du projet à l'endroit des activités des OSC a favorisé l'appropriation et la redevabilité vis-à-vis de la communauté. Par ailleurs, le projet dans sa prévision, devait organiser deux sessions CAOCSAD. Suivant une contrainte budgétaire et le manque de soutien de l'État pour l'organisation de ces cadres, le projet a pu réaliser une seule session. Ces cadres de concertation offrent des opportunités aux CVC de produire et présenter des notes de plaidoyer.</p>
	<p>Nombre de décideurs présents lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes d'amélioration des services</p>	288	960	240	342	928	<p>342 décideurs ont participé aux CLOCSAD, à la validation du rapport citoyen, l'atelier régional de documentation des évidences sorties des rapports de suivi citoyen, etc.</p> <p>Au moins 2 représentants des services techniques ont pris part lors des 17 sessions de CAOCSAD, 2 sessions CLOCSAD, cadre de concertation locale, l'atelier bilan régional, la table ronde des réseaux des journalistes de nutrition et Wash sur le financement de la nouvelle stratégie ANJE, JME, recommandation de genre, membre CNT, CCN, CSA, SDN, etc.</p> <p>Globalement, l'indicateur avance bien vers l'objectif. Ce qui démontre de la prise de conscience des autorités locales à accompagner les initiatives citoyennes. Ce dépassement en 2024 pourrait s'expliquer par la qualité de la collaboration entretenue avec les autorités. Elles sont informées en début d'année du plan d'action des CVC et les chronogrammes. Cela facilite une bonne planification de celles-ci et assure leur participation.</p>
<p>1.2- Obligatoire</p>	<p>Proportion de personnes issues de groupes vulnérables ou marginalisés (femmes, personnes handicapées, groupes ethniques minoritaires...) impliquées dans des actions visant à formuler des</p>	0	30%	30%	28%	31%	<p>Plus de 321 femmes, jeunes, personne en situation d'handicap ont participé aux activités de plaidoyer sur 1 113 personnes impliquées dans ces activités.</p> <p>Globalement, le projet a atteint cet objectif à travers les activités de soutien à l'autonomisation des femmes (secteurs privés, AVEC, etc.)</p>

	demandes d'amélioration (WASH et nutrition).						
	Progression de groupements dont les personnes participantes aux actions sont membres	0%	20%	20%	26%	29%	<p>Au total 289 personnes impliquées dans les activités de plaidoyer proviennent des groupements sur les 1 113 personnes impliquées dans ces activités.</p> <p>De façon globale, la cartographie des acteurs du secteurs privés a permis de répertorier les groupements existants et structurés. Ces atouts ont accéléré les appuis et le processus d'accompagnement. Ces soutiens ont permis de donner un souffle à leur dynamisme.</p>
	Proportion de femmes participants aux actions	0%	30%	30%	27%	21%	<p>Au total 306 personnes impliquées dans les activités de plaidoyer sont des femmes sur les 1 113 personnes impliquées dans ces activités.</p> <p>Globalement, l'indicateur avance bien vers l'objectif. La dynamique autour de la transformation de produits locaux favorisera l'adhésion d'autres femmes dans la zone d'intervention en 2025.</p>
	Progression de personnes issues de groupes vulnérables autres que les femmes lors des actions	0%	10%	10%	10%	7%	<p>Au total 115 personnes en situation d'handicap ont été impliquées dans les activités de plaidoyer sur les 1 113 personnes impliquées dans ces activités.</p> <p>De façon globale, l'indicateur avance bien vers l'objectif.</p>
1.3 - Optionnel	Proportion d'obstacles ciblés à une bonne nutrition et/ou à des services WASH traités avec succès par des initiatives conjointes de la communauté et ou du secteur privé ou conjointement.	0%	60%	20%	46%	38%	<p>Les difficultés identifiées par les CVC dans leur plan d'action ont été traité à 46% à la suite des activités de plaidoyer notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Amélioration de la fonctionnalité des GSAN (les CVC ont appuyé les GSAN pour la constitution des stocks de céréales pour les démonstrations nutritionnelles dans les villages), -L'augmentation du taux de recouvrement des TDRL dans les communes suites aux plaidoyers et sensibilisations effectués par les CVC auprès des chefs des villages, leaders communautaires jeunes femmes, -Réparation d'adduction d'eau potable par la commune pour faciliter l'accès des communautés à l'eau potable. <p>Plusieurs résultats tangibles ont été obtenus par les OSC en lien avec les problèmes identifiés dans les communes auxquels des solutions ont été apportés au grand bénéfice des communautés. Il s'agit de la réparation des points d'eau, le financement des activités de démonstrations nutritionnelles, etc.</p>

	Nombre d'OSC impliquées dans Right2Grow	26	116	32	74	319	<ul style="list-style-type: none"> -24 CVC, - ASACO, - Comité de gestion de l'eau potable, - 6 partenaires R2G (STOP-SAHEL, AJCAD, CN-CIEPA, GSB, OMAES, AMADECOM) -1 SUN OSC, - 14 organisations (2 réseaux de journaliste, 1 CAFO, 1 Acteur privé, 1 ASACO, 1 Fédération locale des associations de santé communautaire, 01 Coordination locale des ONG, 02 Jeunesses communale et locale, 01 Jeune chambre Internationale (JCI), 01 Comité de gestion d'eau potable, 2 CAFO, les sociétés de transformation des produits locaux)
--	---	----	-----	----	----	-----	---

2.1.2 Renforcer les organisations de la société civile

Right2Grow Outcome 2 : Des organisations de la société civile (OSC) représentatives et dotées de moyens d'action naviguent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur d'un leadership et d'une bonne gouvernance pour prévenir la sous-nutrition

Interventions

Suivi des engagements politiques par les réseaux des journalistes

En 2024, Right2Grow a renforcé les organisations locales à travers un soutien au suivi des engagements politiques par les réseaux de journalistes, en utilisant les médias dans le plaidoyer pour améliorer les services WASH et nutrition. Deux réseaux de journalistes dont celui pour la nutrition et WASH ont été renforcés techniquement et financièrement, leur permettant de mener un plaidoyer pour le financement de la stratégie ANJE et d'organiser un débat télévisé sur les substituts au lait maternel.

Appui au renforcement du réseau des parlementaires WASH et Nutrition

Le projet a renforcé le réseau des parlementaires WASH et Nutrition, en les formant sur les techniques de plaidoyer, produisant un plan d'action pour formaliser le réseau et opérationnaliser ses engagements.

Résultats

Le projet a consolidé deux réseaux de journalistes dédiés à la nutrition et au WASH, qui ont élargi leur base de membres de 38 membres en 2021 et 63 membres en 2024 et renforcé leur capacité à suivre les investissements publics dans ces secteurs clés. À travers des ateliers de formation, les journalistes ont été encouragés à produire des articles de plaidoyer (conseils et d'investigation sur les financements publics), influençant ainsi le suivi des investissements publics et la sensibilisation des communautés en appui aux actions de plaidoyer du projet.

Résultat clé : Augmentation notable des articles de presse sur la nutrition et le WASH, contribuant à un plaidoyer national plus cohérent dont 17 publications en 2024 et 02 activités réalisées dont une table ronde de plaidoyer pour le financement de la stratégie ANJE lors de la Journée mondiale de l'enfance et un débat télévisé sur la **réglementation et le contrôle de la qualité des substituts du lait maternel au Mali**. Le renforcement du réseau des parlementaires WASH et Nutrition a abouti à la création de deux réseaux au sein du Conseil National de Transition (CNT), devenant des acteurs influents dans la formulation de politiques publiques. Ces réseaux ont joué un rôle essentiel dans l'opérationnalisation du droit à l'alimentation et à l'eau dans la nouvelle constitution, offrant ainsi à la société civile un point d'ancrage direct pour soutenir des politiques durables.

Résultat clé : Les réseaux parlementaires sont désormais des acteurs actifs dans les décisions liées à la nutrition et à l'assainissement notamment le code de l'eau, PNE, PNA et la loi-cadre du droit à l'alimentation et l'eau. Les célébrations des journées mondiales (eau, lavage des mains) ont permis de sensibiliser les communautés et les autorités locales sur l'importance de l'hygiène et de l'accès à l'eau potable. Les CVC ont organisé ces événements, contribuant à une prise de conscience locale accrue. Parallèlement, la distribution de 100 kits de lavage des mains a renforcé les pratiques d'hygiène dans les communautés.

Résultat clé : La distribution des kits a touché 1838 personnes et les sensibilisations ont atteint 12621 personnes favorisant l'adoption de comportements d'hygiène essentiels.

Résultat clé : Réhabilitation de 6 latrines scolaires à Bamafélé, contribuant à améliorer l'assainissement et la santé des élèves.

Les actions des CVC ont permis de résoudre des problèmes structurels dans plusieurs communes, comme la construction de logements pour les agents de santé à Marintoumania et la réhabilitation de latrines scolaires à Bamafélé. Ces actions, soutenues par le plaidoyer des CVC, ont renforcé la capacité des communautés à défendre leurs droits et à influencer les autorités locales pour améliorer les conditions de vie.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Valeur de référence	Objectif global (2021-2025)	Objectif 2024	Résultats de l'année 4	Cumulatif réalisation	Commentaires
2.1- Facultatif	Nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour leurs demandes et leurs positions. (en fixant l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager)	16	198	40	44	148	-2 audiences auprès des entreprises, 2 CLOCSAD, 5 sessions CAOCSAD, CTIN, SWA, Cadres de concertation locale dans les domaines de la nutrition et WASH, -Tenue de journée nationale de reboisement, - 2 plaidoyers pour le branchement d'accès à l'eau potable, -02 Réunions du Comité National de Pilotage Stratégique, -02 webinaires et 02 cafés citoyens en marge de la célébration des journées mondiales (gestion de l'hygiène menstruelle, de l'eau, l'alimentation, climat), -Participation au Forum Mondial de l'Eau, -01 Atelier du Comité National SWA, -1 session au niveau national par SUN OSC. Globalement, l'indicateur avance bien vers l'objectif. La même dynamique sera poursuivie en 2025 pour atteindre cet objectif.
SCS031	# Nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour les demandes et les positions des OSC en fixant l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager aux niveaux national et international				11		-02 Réunions du Comité National de Pilotage Stratégique, -02 webinaires et 02 cafés citoyens en marge de la célébration des journées mondiales de l'Alimentation et le climat, Journée Mondiale de l'Eau -Participation au Forum Mondial de l'Eau, -01 Atelier du Comité National SWA, -1 Participation au CTIN -1 session au niveau national par SUN OSC
SCS032	# Nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour les demandes et les positions des OSC en établissant l'ordre du jour, en influençant le				33		-Audience auprès des entreprises, 2 CLOCSAD, 5 sessions CACOCSAD, 2 Cadres de concertation locale dans les domaines de la nutrition et WASH, -Tenue de journée nationale de reboisement ou le CVC, -1 Journée Mondiale de l'eau JME, -1 CTIN

	débat et/ou en créant un espace pour s'engager au niveau sous-national						
2.3- Obligatoire	Proportion d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, (pour, par ou avec leurs membres/constitutions), traitant des questions de genre liées à la nutrition et à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.	0	50%	50%	48%	39%	-CTIN avec les acteurs nationaux, 3 CLOCSAD, 2 Journées Mondiales Lavage des mains au savon et reboisement, plaidoyer sur la mise à disposition d'un point d'eau, réseaux des journalistes Nutrition et WASH en faveur du financement de l'ANJE et le secteur Wash au Mali, etc. -1 Partage du rapport de veille citoyenne, -Engagement pris par les autorités pour l'accélération du processus d'adoption des politiques nationales de l'eau et l'assainissement lors d'atelier SWA. Globalement, les résultats sont encourageants. Le projet a su tisser des partenariats qui ont permis de faciliter la participation des OSC aux cadres pour porter la question du genre.
SCS041	# Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau national				6		-CTIN avec les acteurs nationaux -01 webinaire tenu lors de la célébration de la journée mondiale de GHM et 1 café citoyen tenu lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation, -Engagement pris par les autorités pour l'accélération du processus d'adoption des politiques nationales de l'eau et l'assainissement lors d'atelier SWA 02 Sessions de plaidoyer des réseaux des journalistes Nutrition et WASH en faveur du financement de l'ANJE et le secteur Wash au Mali
SCS042	# Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau sous-national				20		-3 CLOCSAD, -2 Journées Mondiales Lavage des mains au savon et reboisement, -1 Partage du rapport de veille citoyenne, -01 session de plaidoyer sur la mise à disposition d'un point d'eau, -01 Session de Redynamisation de la banque de céréale, -01 session de plaidoyer auprès des décideurs communaux, chef de quartier et ST en faveur de la création d'une décharge publique de déchet.

	nombre d'activités de renforcement de capacités en genre transformatif		54	6	1	25	Un rapport de suivi des recommandations de l'analyse genre.
	Nombre de plaidoyer intégrant des messages et des recommandations pour la transformation genre	0	105	21	24	68	-4 message de plaidoyer lors des CLOCSAD, -2 messages lors des Journées Mondiales Lavage des mains au savon et reboisement), -2 Partage du rapport de veille citoyenne, -1 webinaire tenu lors de la célébration de la journée mondiale de GHM et un café citoyen tenu lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation -2 Réunion du comité de Pilotage National -1 journée mondiale de l'eau JME 2024, -3 Cadres de concertations locales. Globalement, les résultats sont encourageants. Dans cet ordre d'idée, plusieurs initiatives de plaidoyer portant sur la séparation des latrines, l'adaptation des infrastructures aux personnes à besoins spécifiques et des sensibilisations, etc. ont été menées. Le projet renforcera cette dynamique en 2025.
D.1 Obligatoire	Nombre d'OSC/ONG ayant des capacités accrues en matière de L&A	5	50	10	19	87	-8 CVC sont capables de mener des plaidoyers efficaces avec évidences de succès, - 4 groupements des femmes sont capables de mener des plaidoyers efficaces avec évidences de succès, - Les partenaires R2G : AJCAD, CN-CIEPA, GSB, STOP-SAHÉL, OMAES, SUN OSC et AMADECOM ont la capacité de mener des plaidoyers efficaces. De façon globale, le niveau d'engagement des OSC pour la contribution au développement de leur commune a été un élément catalyseur. Certains groupements de femme conscient de l'intérêt de la veille citoyenne, sont aujourd'hui des acteurs de la bonne gouvernance et le développement de leur commune quand bien même qu'ils participent volontairement aux activités des CVC.

2.1.3 Approche multisectorielle

Résultat 3 de Right2Grow : Adoption et intégration d'une approche multisectorielle pour lutter contre la sous-nutrition.

Interventions

En 2024, Right2Grow a renforcé l'approche multisectorielle WASH et nutrition pour l'amélioration des services et un plaidoyer efficace pour des financements adéquats.

Les CVC ont été formés sur ces enjeux, leur permettant de suivre et de plaider pour l'amélioration des services locaux.

Organisation de rencontres semestrielles régionales de documentation des évidences sorties des rapports de suivi citoyen en vue du plaidoyer régional

Organisation des fora d'échange et de partage d'expérience entre les différentes zones d'intervention du projet et de remise de prix aux communes modèles facilitant le dialogue entre les acteurs locaux des communes du projet.

L'appui à la tenue de deux réunions CTIN pour partager les résultats de l'analyse budgétaire en vue d'un meilleur financement de la nutrition.

Des **campagnes de sensibilisation** via des vidéos et événements digitaux, amplifiant le plaidoyer autour de la nutrition et du WASH³.

Enfin, une étude d'analyse budgétaire des dépenses 2023 de l'État et des communes a permis une **analyse multisectorielle de l'allocation des ressources**, dans le but d'améliorer la qualité des services WASH et nutrition, renforcer l'engagement des acteurs locaux et accroître le financement public pour ces secteurs essentiels⁴.

Résultats

Résultat clé : Plaidoyer des CVC auprès du conseil communal pour l'intégration de la nutrition et le WASH suite au renforcement des compétences des CVC : L'atelier de suivi des plans 2023 et l'élaboration des plans 2024 ont permis aux CVC d'acquérir des compétences pour plaider en faveur de l'inclusion des secteurs nutrition, WASH et sécurité alimentaire dans les plans de développement locaux. Ces efforts ont conduit à l'intégration des secteurs nutrition, WASH et sécurité alimentaire dans **100% des PDESC des 24 communes d'intervention**. Un exemple concret est la réparation des bornes fontaines à Zanfigué, facilitée par le plaidoyer des CVC. Un autre exemple de succès est la redynamisation de la banque de céréales à Tienfala, facilitée par le plaidoyer des CVC pour la **sécurité alimentaire**.

Résultat clé: Organisation de 3 rencontres semestrielles : Ces échanges ont renforcé le suivi citoyen régional et encouragé l'engagement politique en faveur des secteurs WASH et nutrition, avec leur intégration dans les **budgets locaux** de communes telles que Sirakorola, Bamafèlè, Meguetan, Diomantènè et Marintoumania comme le soutien au Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN) à travers la mise en place de trois nouveaux dans la commune de Méguetan et Sirakorola; Infrastructure WASH avec la construction de 6 latrines dans la commune de Bamafèlè ; 200.000 dans les PDESC (2023-2027) et Budget en appui au Association de Santé Communautaire (ASACO) et une subvention accordé au CVC pour la réalisation de leur plan d'action dans la Commune de Diomantènè, Appui aux activités de démonstration nutritionnelle dans les ménages et Centre de Santé Communautaire (CSCoM) à Marintoumania; .

³ *Café Citoyen Virtuel : Des Règles Saines, Une Vie Saine*, 30 Mai 2024, lien : <https://www.facebook.com/share/v/Jjqy7riyChQiCpHL/?mibextid=oFDknk>.

⁴ [Rapport analyse budgétaire 2020-2023 revu Sékou 03.10.24 VF1.docx](#)

Résultat clé : Soutien au CLOCSAD et au CTIN : L'appui à ces structures a permis de favoriser les échanges multisectoriels et de plaider pour une meilleure intégration de la nutrition dans les priorités nationales et locales en demandant un soutien financier des communes aux activités des GSAN, CVC et groupement de femme évoluant dans le secteur privé sur la transformation agroalimentaire. A la suite de l'engagement des maires des communes d'interventions de Right2Grow à soutenir financièrement les GSAN et CVC, cela a été traduit dans leurs programmations de plan de travail annuel 2024 et Budget d'investissement triennale 2023-2026.

Résultat clé : Appui au mouvement SUN pour l'analyse budgétaire en faveur du financement de la nutrition et le WASH et le suivi des engagement SWA : L'analyse a révélé une **diminution des allocations pour la nutrition** dans la loi des finances (de 13,7 milliards de FCFA en 2020 à 5,6 milliards de FCFA en 2023), contrastant avec l'augmentation des fonds pour la nutrition dans les **communes Right2Grow** (augmentation de 70,444 millions de FCFA en 2020 à 115,830 millions de FCFA en 2023), soit un taux d'accroissement annuel moyen de 18%, renforçant ainsi la transparence et l'efficacité des financements. L'atelier du Comité National SWA a également évalué le plan d'action 2023-2024, identifiant des défis et des solutions pour accélérer les activités, renforçant ainsi la **coordination multisectorielle** et le financement des services essentiels. Le suivi par le comité SWA a assuré la pression nécessaire pour la **validation du code de l'eau** et les politiques nationales de l'eau et l'assainissement.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Valeur de référence	Objectif global (2021-2025)	Objectif 2024	Résultats de l'année 4	Cumulatif réalisation	Commentaires
3.2- Facultatif	Nombre de lois, politiques, normes/attitudes et décisions, bloquées, adoptées, améliorées au niveau national, régional, communal et local pour un développement durable et inclusif.	4	10	2	6	19	-Le code de l'eau a été amélioré, -La politique national d'assainissement et la politique national de l'eau ont été améliorées, - 12 PDSEC ont été améliorés - Intégration de ligne dans les budgets communaux pour le financement des activités de nutrition à travers le plan d'engagement de la Mairie -2 réseaux (nutrition et WASH) au niveau du Conseil national de Transition formalisés. Le projet a su mettre à profit les opportunités notamment la révision de la constitution, des programmes de développement des communes pour interpeller les acteurs à accorder de l'importance à cette question de nutrition et WASH.
3.3- Obligatoire	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de nutrition et WASH (financement accru)	WASH : 3,62% en 2020 Nutrition : moins de 0,7% en 2018 du budget de la santé	WASH : 3,7% Nutrition : 0,9%	WASH : 3,7% Nutrition : 0,8%	Nutrition: 0,25% WASH: 0,006%	Nutrition: 0,25% WASH: 0,006%	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour le service de nutrition et Wash (financement accru) représente moins de 1% du budget total de l'État. Le contexte du pays n'a pas favorisé l'atteinte de ce résultat. Plusieurs initiatives ont été déroulées et n'ont pas eu de suite au regard de l'orientation du gouvernement vers d'autres priorités.
	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour le service de nutrition (financement accru)	Nutrition : moins de 0,7% en 2018 du budget de la santé	Nutrition : 0,9%	0,80%	Nutrition: 0,25%	Nutrition: 0,25%	0,25% du budget national est alloué à la nutrition. Le contexte du pays n'a pas favorisé l'atteinte de ce résultat. Plusieurs initiatives ont été déroulées et n'ont pas eu de suite au regard de l'orientation du gouvernement vers d'autres priorités.
	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les	WASH : 3,62% en 2020	WASH : 3,7%	3,70%	WASH: 0,006%	WASH: 0,006%	0,006% du budget national est alloué au WASH. Le contexte du pays n'a pas favorisé l'atteinte de ce résultat. Plusieurs initiatives ont été déroulées et n'ont

	services de WASH (financement accru)						pas eu de suite au regard de l'orientation du gouvernement vers d'autres priorités.
	Progression des budgets communaux consacrés au WASH et à la Nutrition	0	10%	5%	Kayes: 0,54% Koulikoro: 0,34% Sikasso: 0,32%	Kayes: 0,54% Koulikoro: 0,34% Sikasso: 0,32%	-L'analyse des budgets des 24 communes partenaires montre une diminution des fonds nets alloués à la nutrition entre 2022 et 2023. Contrairement au niveau national, bien que le gouvernement ait d'autres priorités, les communes ont manifesté de l'intérêt à cette question de nutrition. Plusieurs communes ont inséré des lignes budgétaires pour le financement de la nutrition et révisé les politiques de développement. Le projet se doit davantage soutenir ces initiatives afin d'arriver à la barre des 10% de leur budget.

2.1.4 Mobiliser les acteurs du développement international

Résultat 4 de Right2Grow : Les donateurs et les acteurs du développement international coordonnent et collaborent dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la sous-nutrition.

Interventions

Dans le cadre de la stratégie de mobilisation des acteurs du développement international, plusieurs actions de plaidoyer ont été menées pour renforcer la coordination entre les acteurs humanitaires et de développement pour lutter contre les déterminants de la sous-nutrition. Une **rencontre stratégique** a eu lieu lors du Forum Mondial de l'Eau (18-25 May, 2024, Indonesia), réunissant le représentant du Mali (CN-CIEPA), ACF, Speak Africa, World Vision, la Banque Mondiale, la BAD et la BID. Ces échanges ont permis de mettre en lumière l'importance de l'eau et de la nutrition comme leviers essentiels du développement durable.

L'organisation d'une **Journée d'apprentissage Right2Grow Mali** a facilité l'échange de bonnes pratiques au Mali sur la mise en œuvre des politiques nutritionnelles, tandis que l'élaboration d'une Loi-cadre et d'une étude institutionnelle ont renforcé les mécanismes nécessaires pour une gouvernance multisectorielle efficace.

Enfin, la **mise en place de commissions ministérielles et la redynamisation des points focaux** ont joué un rôle clé dans l'assurance du financement durable de la nutrition dans les Plans nationaux. Ces actions ont renforcé l'inclusion de la nutrition dans les priorités nationales.

Résultats

Résultat clé: Engagement des bailleurs de fonds : La participation de Right2Grow à la table ronde de mobilisation de financement du PAMN 2021-2025 a vu des bailleurs tels qu'Affaires Mondiales Canada et l'Union Européenne se sont engagés à soutenir ce programme, avec un financement à hauteur de 15% par l'État malien. Cet engagement a permis de sécuriser les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'actions nutritionnelles et de sécurité alimentaire, contribuant à la lutte contre la malnutrition et à la mise en place de mécanismes de coordination intersectorielle de la nutrition au Mali.

Résultat clé: Rencontres au Forum Mondial de l'Eau : Lors du Forum Mondial de l'Eau, un représentant de Right2Grow, membre de l'OSC CN-CIEPA, en collaboration avec la DGSH, a rencontré des bailleurs de fonds majeurs comme la Banque Mondiale, la BAD et la BID. Ces rencontres ont permis de renforcer le plaidoyer pour le financement du WASH au Mali, mettant en avant l'importance d'une approche intégrée qui lie le WASH et la nutrition. La synergie entre ces secteurs a été consolidée, avec des engagements visant à améliorer l'accès aux services de base et à promouvoir un développement durable pour la période 2026- 2030.

Résultat clé : Atelier d'échanges de haut niveau sur le triple Nexus : en novembre 2024, d'un atelier d'échanges de haut niveau réunissant une cinquantaine d'acteurs des ministères, ONG, associations, médias et bailleurs de fonds. Lors de cet atelier, un draft de feuille de route pour l'opérationnalisation du triple Nexus a été adopté. Cette initiative a été cruciale pour formaliser une approche intersectorielle visant à répondre aux crises actuelles, notamment la malnutrition, l'insécurité alimentaire, et la gestion des ressources en eau et à l'assainissement. Elle a également permis d'ouvrir la voie à des solutions résilientes et intégrées pour faire face aux urgences. Une session d'information et formation des membres de la Fédération des Organisations internationales au Mali résidant à Ségou sur le concept de

triple nexus a été donnée par le Responsable pays de Right2Grow chargé de la Gouvernance-Nexus au sein d'Action contre la Faim.

Résultat clé : Suivi et soutien constant : le point focal du projet à l'ambassade a participé activement aux réunions du comité de pilotage technique et stratégique Right2Grow, contribuant ainsi à l'ajustement des objectifs et à la résolution des défis rencontrés par les équipes de gestion. L'ambassade des Pays-Bas, quant à elle, a été régulièrement mobilisée grâce à l'envoi de trois numéros de la newsletter détaillant l'état d'avancement du projet, assurant ainsi un suivi et un soutien constant aux initiatives entreprises.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Valeur de référence	Objectif global (2021-2025)	Objectif 2024	Résultats de l'année 4	Cumulatif réalisation	Commentaire
4.1- Obligatoire	Niveau de succès des rôles de lobbying et de plaidoyer de R2G et de ses partenaires auprès des donateurs et des acteurs internationaux.	Faible	≥23 (Moyen)	Moyen	5 (Faible)	26 (Bon)	-Intégration de chapitre nutrition dans les PDSEC renouvelés -Le comité SWA a participé à l'organisation de la table ronde de mobilisation de financement du PAMN 2021-2025, -1 Atelier de suivi et élaboration de plans des champions SUN OSC, etc. On note l'amélioration de plusieurs programmes de développement local prenant en compte la nutrition et le plan d'action multisectoriel, le suivi des engagements N4G ainsi que des avancés dans la validation du code de l'eau et des politiques nationales de l'eau et l'assainissement.
	Nombre de cadres de discussion et plaidoyer multi acteurs où les membres de R2G sont impliqués dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement	2	80	20	7	25	-01 Rencontre avec le Comité National SWA réalisée -01 Atelier bilan du comité SWA National effectué -1 Atelier de suivi et élaboration de plans des champions SUN OSC, -1 Atelier d'appui et de suivi des recommandations des engagements de l'état N4G -3 cadres de discussions sont soutenus par OMAES dont le CTIN au niveau national et deux cadres de concertation locaux multisectoriels nutrition et Wash. Globalement, des avancés ont été enregistrés. Cet effort doit être accentué en 2025 avec le suivi des activités de la feuille de route de l'opérationnalisation Nexus.
	Niveau de mise en œuvre des engagements Nutrition for Growth, SWA et des recommandations des notes de plaidoyers humanitaires	Faible	≥12 (Bon)	Moyen	3 (Faible)	11 (Moyen)	Sur les activités du plan d'action seulement 3 ont été réalisés à 100%, plus de la moitié des activités sont en cours de réalisation mais font face à des défis de financement. À ce niveau, le projet a pu maintenir la tenue régulière des réunions SWA et le suivi des engagements N4G. Cependant, des défis liés au financement de certaines activités subsistent.

<p>4.2- Facultatif</p>	<p>Degré d'intégration du lien WASH-Nutrition par les bailleurs de fonds dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la dénutrition.</p>	<p>Faible</p>	<p>≥18 (Elevé)</p>	<p>Moyen</p>	<p>2 (Faible)</p>	<p>8 (Moyen)</p>	<p>- 1 réunion CTIN avec des engagements d'intégration des services techniques et bailleurs -1 réunion CTIN soutenue par OMAES et SUN OSC. La feuille de route d'opérationnalisation Nexus mise en place suscitera l'adoption d'une démarche flexible de financement Nexus en lien avec les questions nutrition et WASH.</p>
<p><i>Hautement recommandé G.1</i></p>	<p># de réunions impliquant une coordination multisectorielle entre les acteurs humanitaires et de développement et les donateurs sur WASH et nutrition pour partager les expériences et renforcer la base de données factuelles</p>	<p>5</p>	<p>25</p>	<p>7</p>	<p>9</p>	<p>19</p>	<p>-1 CTIN avec les acteurs nationaux, -1 Atelier d'échanges de haut niveau avec les acteurs sur le concept du triple Nexus en vue d'élaborer une feuille d'opérationnalisation du triple Nexus. Avec l'amélioration de la compréhension des acteurs sur le Nexus, une feuille de route nationale intégrant les activités prioritaires a été mise en place. Cela facilitera l'atteinte de cet objectif en 2025.</p>

2.2 Contributions aux indicateurs IGG

Le consortium Mali a apporté une contribution notable aux indicateurs du GII. Ainsi, **15 505** enfants (2 670 à Kayes, 3 698 à Sikasso, 883 à Koutiala et 3 254 à Kolokani) ont été directement touchés et 1 185 517 personnes ont été indirectement touchées. De plus amples détails figurent à l'annexe 2.

2.3 Assistance technique

L'appui technique fourni dans le cadre du plan de renforcement des capacités a soutenu les équipes du Mali dans leur lutte contre la sous-nutrition et leur effort de coordination intersectorielle. Il a permis un renforcement des compétences clés, facilitant ainsi l'efficacité du plaidoyer, l'analyse des résultats et la coopération entre les acteurs du développement au Mali.

Renforcement des capacités en apprentissage et MEAL : L'atelier de formation organisé par l'équipe L&L du consortium global au bureau régional d'ACF à Dakar a doté les participants des outils nécessaires pour accompagner et orienter les partenaires locaux dans l'utilisation des outils d'apprentissage de Right2Grow. L'atelier de restitution organisé à Bamako a rassemblé des chefs de projets des organisations partenaires et des facilitateurs terrain, ce qui a permis d'orienter directement les OSC de troisième niveau. Les sessions d'orientation organisées à Sikasso et à Koulikoro ont permis aux CVC de maîtriser ces outils et de les intégrer efficacement dans leurs actions de plaidoyer local. Une autre session de formation pour les CVC est prévue pour 2025 afin de renforcer leur capacité d'action.

Renforcement de la collecte et analyse des résultats *Outcome Harvesting* : L'atelier de Ségou facilité par le point focal MEAL du consortium global a permis aux équipes locales et aux partenaires de mise en œuvre de mieux comprendre et appliquer les méthodologies d'**Outcomes Harvesting** (OH) et leur lien avec la théorie du changement. Cela a permis d'améliorer la qualité dans la collecte des résultats et d'ajuster les actions en fonction des observations, renforçant l'impact des programmes.

Appui à la coordination intersectorielle : Le forum d'échange sur le triple Nexus a permis de formaliser une approche de collaboration entre les acteurs du secteur humanitaire, du développement et de la paix. Une feuille de route nationale a été élaborée, clarifiant les priorités pour faire face aux défis de la malnutrition, de l'insécurité alimentaire et de l'accès aux services sociaux de base.

Suivi et recommandations continues : L'appui technique des gestionnaires globaux de World Vision International et d'ACF a permis d'identifier des blocages dans l'implémentation du plan d'assistance et de réajuster les actions pour une meilleure mise en œuvre. Les réunions régulières de suivi avec les points focaux thématiques ont permis de résoudre les difficultés rencontrées.

2.4 Thèmes transversaux

2.4.1 Genre, jeunesse et inclusion

Right2Grow a renforcé son engagement pour l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, et d'autres groupes vulnérables. La participation active de ces groupes a été assurée dans les formations, ateliers, foires agricoles, et cadres de concertation. Lors de l'élaboration des nouveaux PDSEC 2024-2028, 6 communes sur 8 de la zone R2G ont intégré des lignes spécifiques sur la nutrition sensible au genre. En collaboration avec OMAES et AMADECOM, Deux sessions de restitution de l'analyse genre réalisée en 2022 ont eu lieu, afin de sensibiliser les acteurs locaux aux inégalités existantes dans les domaines de la nutrition, du WASH et de la sécurité alimentaire.

Right2Grow a travaillé avec 82 groupements de femmes, associations et groupes S4T principalement composés de femmes. Grâce à l'appui des CVC à travers les plaidoyers dans les communes, des terres ont été attribués aux femmes

pour la pratique du maraîchage. Additionnellement, les CVC veillent à l'inclusion des personnes en situation de handicap et à la représentation de tous les groupes.

1 462 femmes ont été accompagnées dans des activités de transformation de produits locaux, et la création d'AVEC, dans l'optique de l'autonomisation économiques des femmes dans les zones d'intervention.

Le projet a également sensibilisé les élus et les services techniques de l'État à garantir un accès universel aux infrastructures de santé et WASH pour les personnes âgées et en situation de handicap. Le suivi par genre, intégré dans l'outil de suivi des CVC, a permis de renforcer la lutte contre les inégalités et d'inciter à des actions concrètes.

2.4.1 Le changement climatique

Selon OCHA, les inondations de 2024 ont affecté 208 448 personnes (dont 65 575 femmes et 83 517 enfants) et le gouvernement a déclaré l'état de catastrophe nationale en août 2024. Face à cette crise, les interventions de Right2Grow ont visé à atténuer leurs impacts sur la sécurité alimentaire, l'eau potable et la nutrition.

AMADECOM, Stop Sahel, AJCAD et OMAES ont mené une campagne de sensibilisation dans les communes de Koulikoro, Sikasso, Kayes et Koutiala, à travers des conférences, tables rondes et émissions radios pour informer les communautés sur les effets du changement climatique et promouvoir des pratiques agricoles durables. 338 personnes ont été sensibilisées, dont 197 femmes, sur la relation entre changement climatique, sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles. Ces actions ont permis l'apprentissage des pratiques nuisibles et encouragé la plantation d'arbres pour réduire les effets des catastrophes climatiques.

Right2Grow a également renforcé la résilience des communautés en sensibilisant au WASH. Des formations et des campagnes de communication ont été réalisées pour une meilleure gestion des ressources et un environnement plus durable. Ces initiatives ont contribué à améliorer la capacité des communautés à faire face aux effets du changement climatique et à promouvoir des solutions durables pour la sécurité alimentaire et la disponibilité d'eau propre.

2.4.3 Actions de communication

5. Magazines et Microprogrammes Radiophoniques

Le programme **Right2Grow**, en synergie avec le projet "**Lutte intégrée contre la malnutrition chronique au Mali**", financé par Affaires mondiales Canada, ainsi que le projet "**Réponse d'urgence pour l'amélioration des conditions de vie des populations en déplacement vivant dans des zones de crises humanitaires**", financé par l'Aide humanitaire de l'Union Européenne, a produit plusieurs émissions radiophoniques pour illustrer l'impact des actions des projets au sein des communautés. Dans ce cadre, un **magazine radiophonique de 30 minutes** a été enregistré et diffusé en français, accompagné d'un **microprogramme de 4 minutes** en français et en bambara, diffusé sur les ondes de la **radio Klédu (101.2 FM)**. Ces émissions ont traité du thème suivant : "**La situation nutritionnelle et alimentaire au Mali : Quels enjeux pour les acteurs humanitaires, les acteurs du développement et les populations hôtes et déplacées ?**".

Autres canaux de diffusion :

- **Réseaux sociaux d'Action contre la Faim (Facebook, Twitter, Instagram)**
- Application **Klédu** téléchargeable sur **Play Store** et **iOS**
- Streaming sur **Zeno Radio Media** en France et aux États-Unis
- Diffusion à la télévision sur **Canal+ 542**
- Diffusion en direct sur le site **Radio KLEDU** (Bamako, Mali) via **Online Radio Box**

3. Histoires d'impact : Le triple enchevêtrement opérationnel au Mali

Je m'appelle Djibril BAGAYOGO, j'ai environ 61 ans et je réside à Bamako. En tant que chef de l'Unité de coordination nutritionnelle, je suis profondément préoccupé par la situation actuelle. La crise alimentaire au Mali n'est pas un événement passager, mais le résultat d'une dynamique complexe qui s'est développée au fil des ans. Nous avons constaté que cette crise trouve ses racines dans des vulnérabilités profondes et chroniques. Ce qui semble être une insécurité alimentaire aiguë se transforme progressivement en un problème structurel, tel un poison lent, à mesure que les facteurs externes et internes se multiplient.

Les causes de cette crise sont multiples et leurs interconnexions rendent la situation encore plus complexe. Le Mali traverse une période difficile, marquée par des conflits et des tensions sécuritaires qui déstabilisent des communautés entières. La croissance démographique rapide exerce une pression énorme sur nos ressources naturelles et nos infrastructures. À cela s'ajoute la faible disponibilité des services sociaux de base et un système de protection sociale qui peine à répondre aux besoins urgents. Les inégalités sociales croissantes et la marginalisation des zones rurales exacerbent cette situation, rendant la vie de plus en plus difficile pour des millions de personnes, en particulier dans les zones reculées. Enfin, l'épuisement progressif de nos ressources naturelles dû à une gestion non durable accentue encore la vulnérabilité de nos populations.

Face à cette crise, nous devons trouver des solutions innovantes et durables. C'est pourquoi je suis convaincu que l'approche du Nexus humanitaire-développement-paix (HDP) représente une véritable lueur d'espoir. Elle offre une occasion unique de créer des partenariats multisectoriels et multipartites, essentiels pour renforcer la sécurité dans nos écosystèmes fragiles. Cette approche rassemble solidarité, développement et paix autour d'une même vision, pour un Mali plus résilient.

Nous avons récemment organisé un atelier de deux jours sur cette approche du triple lien, et je suis heureux de dire qu'il a été un véritable succès. La qualité des participations et des échanges a été remarquable. L'atelier a permis de mieux comprendre ce concept et ses implications spécifiques pour le Mali. Nous avons eu des discussions riches sur les perspectives de mise en œuvre de cette approche dans notre pays. Nous avons pu identifier que, bien que le Mali

présente un contexte favorable à cette approche, des défis majeurs subsistent, notamment le manque de financement spécifique, l'insuffisance de la coordination entre les acteurs concernés, ainsi que la nécessité d'intégrer d'autres thèmes dans cette approche pour qu'elle soit véritablement holistique.

Il est désormais clair que pour mettre en œuvre avec succès le triple nexus, il est impératif de renforcer la synergie entre les différents acteurs aux niveaux national et local. Ce n'est qu'à travers une collaboration étroite que nous pourrions surmonter les défis existants et créer un impact tangible. En outre, il est essentiel de partager les bonnes pratiques issues de cette approche avec d'autres ONG et départements sectoriels, afin de diffuser une culture de collaboration efficace. Merci au CN-CIEPA, à Action contre la Faim et au projet Right2Grow d'avoir initié ce cadre d'échange.



Formation des membres du CNT sur les techniques de Plaidoyer

4. Liens et apprentissage

4.1 Initiatives de mise en relation et d'apprentissage

L'année 2024 a donné un nouvel élan à l'apprentissage mutuel au sein du programme. Dans le but de renforcer cette dynamique, une formation de formateurs Mali-Burkina Faso_a été organisée avec l'appui du responsable global apprentissage & partage_dans le cadre du plan d'assistance à l'endroit du consortium. Elle a permis aux membres du consortium de maîtriser le cycle d'apprentissage, de réviser les outils d'apprentissage du consortium et de réaliser des exercices pratiques sur leur utilisation (Cf [Rapport de formation](#)). Elle a été un espace d'apprentissage enrichissant pour l'équipe du Mali et a également permis de faire un apprentissage croisé avec l'équipe du programme *Confluences*⁵.

Pour renforcer la responsabilisation des partenaires dans le processus d'apprentissage, une restitution des acquis de la formation aux partenaires nationaux, qui a ensuite été transmise aux OSC de troisième niveau (CVC - qui sont les plus concernés par la mise en œuvre des activités), vise à systématiser l'apprentissage au sein du consortium et auprès des partenaires.

Les acquis de cette formation ont permis à l'équipe d'améliorer sa stratégie d'apprentissage en intégrant une rubrique apprentissage dans les canevas de TDR d'activité et de rapport d'activité, ainsi que de réviser les fiches d'apprentissage existantes, notamment :

- La transformation des produits locaux et le pouvoir économique des femmes en faveur de la nutrition ;
- Le prix des meilleures productions médiatiques sur l'EHA et la nutrition ;
- Le débat radiophonique et télévisé sur la multisectorialité de la nutrition au Mali, sur le thème « Quel rôle jouent les acteurs locaux et ceux de la société civile ? » ;
- Le succès du plaidoyer de la société civile relatif à l'intégration du Droit à l'alimentation et du WASH dans le projet de constitution de la République du Mali.

De nouvelles fiches d'apprentissage ont également été produites, à savoir :

- La gestion adaptative des plans communaux en matière de WASH et de nutrition grâce aux actions des CVC ;
- Le digital en faveur de la sensibilisation et du plaidoyer en matière de WASH et de nutrition : l'application Bèsèya ;
- La planification et la budgétisation de l'approche multisectorielle du WASH et de la nutrition ;
- L'atelier d'échange de haut niveau avec les acteurs sur le concept de triple nexus (HDP).

À noter que ces fiches d'apprentissage font partie intégrante du Catalogue d'apprentissage et seront ainsi accessibles et consultables après 2025 sur le site web de Right2Grow et sur la page du site web dédié à ACF Right2Grow pour une meilleure qualité et durabilité des activités.

Dans le but de mieux diffuser les expériences réussies, deux webinaires ont été organisés par AJCAD, permettant de partager les meilleures pratiques en matière de mobilisation des ressources et de transformation des produits locaux avec les acteurs nationaux et internationaux du consortium Right2Grow.

⁵ <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/confluences>

Par ailleurs, le consortium Mali-Burkina Faso dans le cadre du BMET s'est réuni avec l'appui de l'équipe CEGAA pour un échange d'expériences sur les questions d'analyse Budgétaire et de plaidoyer budgétaire. Ce cadre a permis de partager les résultats des analyses budgétaires et les méthodologies employées, ainsi que de discuter avec CEGAA des progrès réalisés sur la thématique BMET. Les deux pays ont également exploré les opportunités de mutualisation des efforts pour un impact accru et convenir d'un plan d'action intégrant une activité de plaidoyer budgétaire régionale. De plus, un cadre MEAL inter pays a été créé pour s'inspirer des techniques de travail MEAL utilisées, Enfin, le Mali après avoir partagé l'expérience sur la mobilisation virtuelle à travers la plateforme Bèsèya, le Mali à la demande du Burkina Faso a pris l'engagement d'intégrer la langue Moré afin d'étendre les messages de sensibilisation/plaidoyer sur les thématiques Right2Grow aux communautés du Burkina Faso.

Questions et activités d'apprentissage

Questions d'apprentissage pour l'année 4	Partenaires et parties prenantes impliqués	Résultats des activités d'apprentissage (ex : atelier, briefing d'apprentissage)	Résumé des principaux enseignements	Changements effectués ou prévus en fonction de la réponse à la question d'apprentissage
Les parlementaires disposent-ils d'outils nécessaires pour plaider en faveur du WASH et de la Nutrition au plus haut niveau ?	Membres du CNT Services Techniques OSC Média	Atelier	Les parlementaires, disposant d'une large connaissance des enjeux liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, envisagent la création d'un réseau pour concrétiser les activités relatives au secteur WASH.	Suivre l'état de mise en œuvre du plan d'action pour l'opérationnalisation du Réseau WASH afin de : -Rendre effectif le droit à l'eau et à l'alimentation Veillez consulter la fiche d'apprentissage sur le Constitutionnalisation du droit à l'eau au Mali -Plaidoyer au plus haut niveau en faveur du WASH
Le Comité National Sanitation water for All (SWA) parvient-il à réaliser les activités planifiées conformément au plan d'action 2023-2024 ?	Membres du Comité SWA Services Techniques OSC Média	Atelier, Réunion	L'atelier sur l'état de mise en œuvre du plan d'action 2023-2024 du Comité National SWA a permis d'évaluer les progrès des activités, d'identifier les défis rencontrés et de proposer des solutions pour accélérer leur réalisation, tout en renforçant les efforts pour atteindre les objectifs du plan.	Élaborer une fiche d'évaluation et suivi. Cela facilitera le suivi de la mise en œuvre du plan d'action 2023-2024 pour s'assurer du respect des engagements SWA au Mali et organiser des rencontres régulières pour identifier les défis dans la mise en œuvre des activités.
Les acteurs intervenant dans l'humanitaire, le développement et la paix sont-ils parvenus à échanger durant un cadre de concertation	Ministères Services Techniques Associations ONGI ONG OSC Agences des nations unies	Atelier d'échanges	Un atelier de deux jours a été organisé pour échanger sur l'approche du triple Nexus au Mali, réunissant des acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix. L'atelier a	-Organiser un atelier avec le comité technique pour finaliser le draft de la feuille. -Organiser un atelier de formation sur le concept du triple Nexus au niveau communal pour que les collectivités territoriales

<p>pour convenir d'une feuille de route en vue de l'opérationnalisation du triple Nexus au Mali ?</p>	<p>Partenaires techniques et financiers Media</p>		<p>permis d'analyser cette approche, d'identifier ses forces, faiblesses, défis et opportunités, et de rédiger un projet de feuille de route pour sa mise en œuvre. Il a également offert un espace de partage d'expériences entre les acteurs.</p> <p>Veillez consulter la fiche d'apprentissage sur l'atelier d'échanges sur le concept de triple nexus HDP.</p>	<p>puissent s'approprier de cette approche.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Suivre la mise en œuvre de la feuille de route pour l'opérationnalisation du nexus afin de : -Renforcer la coordination des acteurs autour du nexus ; -Renforcer la collaboration et la complémentarité entre les acteurs autour du nexus.
<p>Qu'avons-nous appris dans le processus de plaidoyer pour l'actualisation et validation du code de l'eau ?</p>	<p>Services techniques Agences de gestion des ressources en eau OSC (CN-CIEPA) Parlementaires Partenaires techniques et financiers</p>	<p>Rencontres Ateliers</p>	<p>Ces échanges ont révélé que le code a été mis à jour en 2015, 2017 et 2022. Ils ont également permis à de nombreux acteurs de se familiariser avec le code actualisé. Le Réseau des parlementaires a recommandé une formation pour toutes les commissions afin de mieux appréhender le dossier avant de le prendre en charge.</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation d'un atelier national pour présenter la version actualisée du document de code (DNH) -Organisation d'un atelier de formation à l'endroit des membres du Conseil National de la Transition sur le document du Code de l'eau
<p>Qu'avons nous appris du processus de Transformations des produits locaux à haute valeur nutritive ?</p> <p>Veillez consulter la fiche d'apprentissage sur la transformation des produits locaux et pouvoir économique des femmes.</p>	<p>ONG, STDE, Associations d'Épargne et de Crédit (AVEC), OCB</p>	<p>Atelier, Formation, Accompagnement</p>	<p>La participation à la foire exposition de produits locaux d'un AVEC (Soucoulé) a permis l'exposition et la vente de produits locaux transformés, ainsi que la sensibilisation des populations sur leurs valeurs nutritives. Elle a renforcé la capacité des OCB formés à animer des formations et a contribué à l'extension de la disponibilité de ces produits dans les communes. La transformation des produits locaux favorise également l'autonomisation des femmes en améliorant leur pouvoir</p>	<p>Ces résultats permettront de valoriser des produits locaux dans la lutte contre la malnutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> -Maîtrise des techniques de transformations des aliments disponibles localement par les femmes -Élargissement des connaissances sur les recettes à base de produits locaux dans les communes -Accompagner les groupements de femmes à homologuer leurs produits transformés en vue de conquérir d'autres marchés régionaux ; -Accompagner les groupements de femmes à développer le réseautage pour diversifier les opportunités économiques -Plaider pour l'accès des femmes à la terre pour

			économique et en promouvant l'entrepreneuriat féminin.	assurer la production des produits à transformer -Accompagner les groupements de femmes à sceller des alliances avec le secteur privé formel et la collectivité pour s'engager dans la lutte contre la malnutrition
Qu'avons-nous appris des activités de vulgarisation des thématiques ?	ONG, OSC nationales et internationales	Webinaires (tenus en décembre 2024 et organisés par AJCAD)	Les deux webinaires ont révélé plusieurs défis techniques. Le premier a rencontré des contraintes techniques, tandis que le deuxième a souffert de retards moindres mais n'a pas respecté l'agenda, notamment en ce qui concerne les traductions. De plus, la faible participation, avec un maximum de 10 personnes par webinaire, a été influencée par un retard dans la communication en ligne. Cependant, la qualité de l'information transmise a été un point fort, permettant aux participants de s'inspirer du modèle malien et de repartir avec des enseignements applicables dans leur contexte.	À la demande des partenaires, il est prévu d'organiser d'autres webinaires sur des thématiques issues d'autres pays (ex. le triple nexus humanitaire développement paix), afin de favoriser un échange d'informations plus riche et réciproque. Bien que les fiches d'apprentissage soient réalisées et partagées, elles ne sont pas toujours lues en profondeur. Les webinaires, plus interactifs et dynamiques, permettent une meilleure immersion et compréhension des sujets abordés.
Qu'est-ce qu'on retient de la campagne d' enrôlement sur BESEYA ?	AJCAD et les leaders de Clubs d'Actions Citoyennes,	Campagne, sensibilisation	La campagne d' enrôlement a sensibilisé la population aux bonnes pratiques nutritionnelles et WASH, tout en plaidant auprès des décideurs. Toutefois, l'accès a été limité par une faible connexion internet dans certaines localités, empêchant l'installation de l'application sur les téléphones, ainsi que par la non-possession de téléphones Android	-Etendre l'accès de l'application à la population Burkinabé pour sensibiliser au-delà des frontières -La stratégie de partage de la connexion internet par l'équipe d' enrôlement avec certains participants afin de les enrôler sur la plateforme BESEYA en vue d'atteindre le maximum de personne

			par certains élèves en raison des restrictions parentales.	
<p>Qu'avons-nous appris de l'utilisation de la plateforme BESEYA ?</p> <p>Veillez consulter la fiche d'apprentissage le digital en faveur de la sensibilisation et du plaidoyer en matière de WASH et de nutrition : l'application Bèsèya</p>	AJCAD, CLAC, les groupements de femmes, Services techniques, Élus	Plateforme, application	L'utilisation de la plateforme BESEYA pourrait être complexe au début pour les personnes non instruites, nécessitant un temps d'adaptation. De plus, l'oubli du mot de passe empêche l'accès à l'application, car elle ne permet pas de le réinitialiser.	<ul style="list-style-type: none"> -L'intégration de la langue Moré dans le paquet de langue de l'application pour faciliter son accès à la population Burkinabé -Le changement d'interface offrant plus de contenu et l'intégration d'une session spécialiste pour prendre en charge les questions des utilisateurs -Multiplier les séances d'information et de sensibilisation auprès des utilisateurs pour améliorer davantage leur compréhension sur les différents paramètres de l'application BESEYA -En termes de solution au problème d'oubli de mot de passe, il sera développé un système de modification/réinitialisation via une adresse électronique ou numéro de téléphone fourni par l'utilisateur à l'inscription
La participation des sectoriels (services techniques de l'Etat) dans le processus d'analyse budgétaire présente-t-il des avantages ?	OSC, ONG, Services techniques,	Atelier	La participation des acteurs sectoriels constitue une opportunité, car ils deviendront les porte-parole du programme dans leur département. Elle facilite également l'appropriation des résultats de l'analyse budgétaire et encourage une orientation vers la nutrition.	La participation des sectoriels permettra d'améliorer les allocations budgétaires de l'État central en faveur de la nutrition & Wash
Que faut-il mettre en place pour assurer la continuité de l'analyse budgétaire de la nutrition au Mali ?	OSC, ONG, Services techniques,	Atelier	L'analyse budgétaire 2023 a été réalisée, avec une fusion des données des trois années précédentes, et les résultats ont été partagés avec le comité technique inter-nutrition pour informer les acteurs	-Pour assurer la continuité de l'analyse budgétaire, le partenaire Groupe de suivi budgétaire (GSB) en synergie avec le Mouvement SUN, doit chercher les mécanismes pour susciter l'intérêt aux communes afin que celles-ci planifient l'analyse

<p>Veillez consulter la fiche d'apprentissage sur l'analyse budgétaire en faveur de la WASH et la nutrition</p>			<p>concernés. Toutefois, l'accès difficile aux documents d'interprétation des lignes budgétaires de l'État demeure un défi.</p>	<p>budgétaire dans leur budget. -De plus, une large sensibilisation doit être réalisée avec les autorités pour faciliter l'accès aux documents budgétaires -Aussi, le projet responsabilisera les CVC dans la collecte et la compilation des informations budgétaires de leur commune. Cet exercice favorisera au-delà du renforcement de capacité sur l'analyse budgétaire à systématiser le recueil des données budgétaires à des fins d'analyse</p>
<p>Que faut-il faire pour assurer l'analyse budgétaire des contributions des partenaires techniques et financiers dans la nutrition ?</p>	<p>OSC, ONG, Services techniques,</p>	<p>Atelier</p>	<p>L'accès aux informations budgétaires des partenaires techniques et financiers reste difficile, car elles ne sont ni centralisées ni organisées par secteur, ce qui complique les exercices.</p>	<p>-Le programme doit sensibiliser les décideurs à mettre en place un système de centralisation des données budgétaires des partenaires techniques et financiers -De plus, une large sensibilisation doit être réalisée avec les autorités pour faciliter l'accès à ces informations budgétaires.</p>
<p>Qu'avons-nous appris de la gestion adaptative des plans communaux en matière de WASH et nutrition grâce aux actions des CVC ?</p> <p>Veillez consulter la fiche d'apprentissage sur l'impact des CVC sur les plans communaux.</p>	<p>ONG, OSC, Collectivité territoriale</p>	<p>Réunion, accompagnement</p>	<p>Les sessions de renforcement des capacités organisées par le programme ont significativement amélioré les compétences de plaidoyer des CVC en nutrition, WASH et sécurité alimentaire. Cependant, un leadership faible dans certains comités, dû à un niveau d'instruction limité, affecte la qualité des rapports.</p> <p>-</p>	<p>-Les Comités de Veille Citoyenne ont mené des activités de sensibilisation des communautés pour le paiement des Taxes de Développement Régional et Local (TDRL), en partenariat avec les autorités communales et qui a abouti à l'augmentation du taux de mobilisation des ressources (plus de 24%) -Les CVC ont mené des activités de plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les PDESC, la réalisation des adductions d'eau et le financement des activités de nutrition dans les communes</p>

4.2 Enseignements tirés

La mise en œuvre du programme Right2Grow a permis de tirer plusieurs enseignements précieux qui guideront les actions futures. L'une des principales leçons concerne l'importance de la **synergie d'action et de la collaboration entre les partenaires**. La complémentarité entre les membres du consortium, en particulier lors de la préparation et de la

mise en œuvre des activités, a joué un rôle essentiel dans l'atteinte des résultats. L'autonomie des partenaires locaux dans la conduite de leurs activités, tout en s'assurant qu'ils suivent les mêmes méthodologies, a renforcé l'efficacité des interventions. Cependant, il est également apparu que la **manque de coordination avec certaines institutions politiques** a freiné l'ancrage institutionnel de la nutrition. Les efforts de plaidoyer menés par OMAES à ce sujet n'ont pas donné les résultats escomptés, en raison de facteurs politiques. Cette situation montre la nécessité de renforcer les relations avec les décideurs pour surmonter ces obstacles.

Par ailleurs, les **CVC** ont joué un rôle clé en s'appropriant les outils de plaidoyer, avec des demandes formelles adressées aux autorités locales, ce qui a permis de promouvoir des actions concrètes en matière de nutrition et de WASH. De même, l'accompagnement des **acteurs du secteur privé** dans la production et la commercialisation de produits alimentaires nutritifs a favorisé leur visibilité et soutenu l'accès à des produits de qualité dans les zones d'intervention. En vue de la programmation future, il est suggéré d'**adapter les actions de plaidoyer** en tirant parti des leçons apprises, notamment en impliquant davantage les CVC dans la collecte de données budgétaires et en utilisant des espaces tels que les **CAOCSAD et CLOCSAD** pour partager les résultats des analyses budgétaires et inciter les autorités locales à prendre des engagements en faveur de la nutrition et de l'eau potable. Il est également crucial de maintenir un suivi régulier des engagements pris par les décideurs, afin de garantir leur mise en œuvre effective. La **synergie multisectorielle** demeure essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment en matière d'accès universel à l'eau potable (ODD6).

4.2 Meilleures pratiques

En 2024, plusieurs bonnes pratiques ont été mises en œuvre dans le cadre du programme Right2Grow, dont certaines ont produit des résultats significatifs et méritent d'être étendues ou partagées avec d'autres acteurs de la société civile et des gouvernements. Voici trois de ces pratiques :

Renforcement des capacités des Comités de Veille Citoyenne (CVC) : Les CVC ont été accompagnés dans l'utilisation d'outils de plaidoyer adaptés à leur niveau d'instruction. En 2024, ces comités ont été formés sur la rédaction de notes de plaidoyer, de rapports d'activités et la capitalisation des acquis. Cette approche a permis aux CVC d'obtenir des résultats tangibles, tels que la redynamisation des comités de gestion des banques de céréales dans des communes comme Diomaténé, Danderesso, et N'Golonianasso, assurant ainsi une meilleure disponibilité des céréales pendant la période de soudure. De plus, plusieurs communes, comme Sikasso et Danderesso, ont intégré la nutrition dans leurs Plan de Développement Économique et Social Culturel (PDESC) révisés, ce qui montre l'impact direct des actions des CVC sur les politiques locales.

Mobilisation du Ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire et Plaidoyer pour le Triple Nexus : Le plaidoyer soutenu par le Ministère en charge de la sécurité alimentaire a favorisé une meilleure coordination entre les acteurs sectoriels autour du concept du **Triple Nexus (Humanitaire, Développement, Paix)**. Une analyse SWOT a été menée pour évaluer les forces, faiblesses, opportunités et menaces du triple nexus au Mali, ce qui a renforcé la compréhension des acteurs et facilité leur coordination. De plus, le **Draft de la feuille de route nationale sur le Nexus** a permis d'identifier des priorités d'action pour les prochaines années, renforçant ainsi la collaboration intersectorielle et la cohérence des interventions⁶.

⁶ [Veillez consulter la fiche d'apprentissage sur l'atelier d'échanges sur le concept de triple nexus HDP.](#)

Implication des CVC dans la mobilisation des ressources locales : Dans le cadre du projet Right2Grow, une pratique innovante et efficace a consisté à impliquer les Comités de Veille Citoyenne (CVC) dans le plaidoyer auprès des leaders communautaires et des populations en faveur du paiement des Taxes de Développement Régional et Local (TDRL). En sensibilisant les communautés sur le lien direct entre ces taxes et le financement des services essentiels en nutrition et WASH, les CVC ont joué un rôle de médiateurs, facilitant des espaces de dialogue constructifs entre les autorités locales et les citoyens. Cette démarche participative a permis non seulement de renforcer la redevabilité locale, mais aussi d'accroître significativement le taux de recouvrement des TDRL dans plusieurs communes. Elle contribue ainsi à asseoir la durabilité des actions communautaires en nutrition et accès à l'eau potable, tout en consolidant la confiance entre populations et décideurs⁷.

⁷ [Veillez consulter la fiche d'apprentissage sur l'impact des CVC sur les plans communaux.](#)

5. Organisation du partenariat et collaboration

5.1 Structure du partenariat et prise de décision

Le partenariat du consortium Right2Grow au Mali inclut ACF (leader), WV (co-leader), et six organisations nationales (OMAES, AMADECOM, Stop Sahel, CNCIEPA, GSB, AJCAD), qui mènent des activités dans 24 communes de Koulikoro, Kayes, Sikasso, Koutiala et Bamako. La prise de décision est gérée par un comité stratégique, où chaque membre joue un rôle clé. Le processus est participatif et inclusif : la planification des activités se fait en deux étapes, d'abord entre ACF et WV avec les partenaires locaux (OMAES, AMADECOM, Stop Sahel, CNCIEPA, GSB, AJCAD), puis un atelier national réunit tous les membres et bénéficiaires pour valider les actions.

Depuis 2023, les partenaires nationaux ont pris le lead sur des réunions thématiques, favorisant une meilleure compréhension et alignement avec la théorie du changement. Toutefois, la régularité de ces réunions reste un défi, surtout du côté de l'OMAES et AMADECOM en raison de conflits d'agenda.

Les partenaires locaux, bien qu'autonomes dans la mise en œuvre, sont activement impliqués dans la planification et la coordination. La transparence, la communication ouverte et des mécanismes inclusifs ont renforcé leur rôle dans le processus de décision. Ces éléments ont été cruciaux pour surmonter les défis de coordination et assurer une gestion efficace du programme.

5.2 Collaboration avec d'autres partenariats et programmes stratégiques

La collaboration stratégique avec d'autres partenariats a été essentielle pour la réussite du programme Right2Grow au Mali. La collaboration avec le réseau SUN-OSC, coordonnée par OMAES, a permis de soutenir des actions de plaidoyer national sur des sujets comme la constitutionalisation du droit à l'alimentation et l'eau en 2023 et la conduite d'une étude institutionnelle pour son opérationnalisation en 2024. Cette collaboration a été cruciale pour dynamiser les réseaux de journalistes WASH et Nutrition, réseau des parlementaire WASH et Nutrition au CNT ainsi que les champions SUN, contribuant à la sensibilisation et à l'influence politique sur les questions nutritionnelles et WASH.

La collaboration avec d'autres partenaires, notamment les OSC locales, les services techniques et des entités telles que l'Association des Municipalités du Mali (AMM) et le Réseau des Journalistes pour l'Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement (RJEPA), a permis d'améliorer la coordination intersectorielle. Cela a facilité l'intégration des enjeux nutritionnels dans les politiques locales (PDESC) et la prise en compte des engagements de l'État, particulièrement en matière d'accès à l'eau potable et d'assainissement.

L'appui au Plan de Suivi SWA a renforcé la redevabilité, et la participation du consortium au sommet de Bali a consolidé notre collaboration avec des partenaires internationaux. Cette synergie a été un atout majeur pour poser les jalons de la pérennité et la durabilité du programme.

5.3 Collaboration avec le secteur privé

La collaboration avec le secteur privé a été un élément clé pour le succès du programme Right2Grow au Mali. Elle a permis de renforcer les capacités des groupements féminins dans la production et la commercialisation de produits

alimentaires à haute valeur nutritive. Les partenariats avec des acteurs privés, ont permis l'organisation de foires à Koulikoro, Sikasso et Kayes, facilitant l'accès direct des producteurs locaux aux marchés, soutenant. Ces foires ont non seulement soutenu la commercialisation des produits transformés et renforçant les liens entre les producteurs locaux et les acteurs du secteur privé, stimulant ainsi l'économie locale.

Cette collaboration le mouvement SWA et Right2Grow a également joué un rôle crucial dans le plaidoyer en matière de nutrition et de WASH, en contribuant à la production d'évidences pour renforcer les politiques publiques, telles que la révision du Code de l'Eau et la Politique Nationale de l'Eau et de l'Assainissement. L'engagement du secteur privé a ajouté une dimension pratique et économique aux interventions de Right2Grow, en facilitant l'accès aux marchés et en soutenant la durabilité des initiatives.

Pour garantir la pérennité du projet, il est essentiel de maintenir et d'élargir ces partenariats avec le secteur privé formel via le CNPM afin de renforcer la chaîne de valeur locale et stimuler un développement économique inclusif et durable.

5.4 Collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas

La collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas, bailleur principal du programme Right2Grow, a été étroite et fructueuse tout au long de l'année 2024. Le Conseiller au Développement Durable de l'ambassade a participé aux deux réunions du comité de pilotage stratégique du programme. Ces réunions ont permis de présenter les réalisations de Right2Grow, et de partager des histoires de succès issues des interventions. Le représentant de l'ambassade a pu échanger sur les résultats obtenus en collaboration avec les Comités de Veille Citoyenne (CVC), les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et les groupements de femmes.

En plus de ces sessions, un bulletin trimestriel est régulièrement partagé avec l'ambassade, détaillant les progrès des activités et les collaborations avec les décideurs locaux. Ce mécanisme de communication a renforcé la transparence et l'engagement mutuel.

6. Réflexion

6.1 État d'avancement du programme

En 2024, l'exécution du plan d'action a atteint 90% (19 activités sur 21) pour les activités prévues par World Vision. Les deux activités non-réalisées étaient liées à des contraintes d'agenda des acteurs concernés. ACF a atteint un taux d'exécution de 99% (une activité non réalisée). Les activités non-réalisées seront reprogrammées pour 2025.

Les résultats obtenus ont été la validation de la nouvelle stratégie nationale ANJE par les autorités et la société civile, ainsi que le plan d'action 2024 des réseaux SUN. Cependant, un besoin d'accompagnement pour la redynamisation du réseau des parlementaires a été identifié et intégré dans la planification de 2025.

Toutefois, les résultats de **suivi et évaluation** ont révélé que certains Outputs et Outcomes intermédiaires de la théorie du changement de Right2Grow n'ont pas été pleinement atteints, en particulier parmi les médias, les gouvernements et le secteur privé. Une réflexion sera nécessaire pour identifier si ces éléments n'ont pas été suffisamment priorités dans la planification des actions annuelles.

Le contexte du pays n'a pas favorisé l'atteinte des objectifs de financement souhaitable de la nutrition et du WASH. Plusieurs initiatives de plaidoyers ont été déroulées et n'ont pas eu de suite au regard de l'orientation du gouvernement vers d'autres priorités. Contrairement au niveau national, bien que le gouvernement ait d'autres priorités, les communes ont manifesté de l'intérêt à cette question de nutrition et WASH. Plusieurs communes (Sirakorola, Bamafèlè, Meguetan, Diomantènè et Marintoumania) ont planifié des budgétaires pour le financement de la nutrition et révisé les politiques de développement. Le projet se doit davantage soutenir ces initiatives afin d'arriver à la barre des 10% de leur budget.

Malgré les défis liés au contexte national, les objectifs quinquennaux restent atteignables. Le processus de plaidoyer pour l'adoption de la PNA-PNE a été lancé, avec des engagements fermes des autorités pour une validation d'ici fin 2025. En outre, des progrès ont été réalisés dans l'opérationnalisation du droit à l'eau, bien que la mise en place des réseaux parlementaires WASH et Nutrition soit prévue pour 2025.

L'approche reste sur la bonne voie, mais l'intensification des efforts en 2025 est cruciale pour garantir l'atteinte des résultats finaux.

6.2 Collaboration partenariale

Les services gouvernementaux, tels que la Cellule de Coordination de la Nutrition, la Direction générale de la Santé, et d'autres ministères clés, ont été activement impliqués, contribuant à l'appropriation et à la complémentarité des activités. Leur engagement a été essentiel pour l'atteinte des résultats. Un besoin de renforcer leurs capacités, particulièrement en matière de mobilisation des ressources, a été identifié pour les rendre plus autonomes et assurer la pérennité des actions.

La collaboration avec l'équipe globale de Right2Grow a également été bénéfique, en particulier pour les aspects d'assistance technique et d'apprentissage. Les points focaux nationaux (MEAL, L&L, A&L, Plaidoyer, communication) ont renforcé leurs capacités, produisant des fiches d'apprentissage validées au niveau mondial et partagées comme bonnes pratiques. Cela a permis de renforcer la coordination et d'améliorer les activités d'apprentissage au niveau national.

Des difficultés organisationnelles ont aussi émergé, telles que la duplication des activités entre les partenaires ACF et WV, et la création de deux réseaux distincts pour les parlementaires WASH et Nutrition, au lieu d'un seul réseau initialement prévu. Cela reflète l'importance d'une réévaluation continue de la stratégie de collaboration et de plaider pour mieux synchroniser les actions et maximiser les résultats. La collaboration au niveau du pays pourrait être améliorée par une communication encore plus fluide entre tous les acteurs et une gestion plus harmonisée des activités. Les réunions régulières et le partage des Termes de Référence (TDR) ont été des outils efficaces, mais il reste des opportunités pour renforcer l'alignement stratégique entre tous les partenaires, notamment pour éviter les chevauchements et maximiser l'impact global.

6.3 Durabilité et appropriation locale

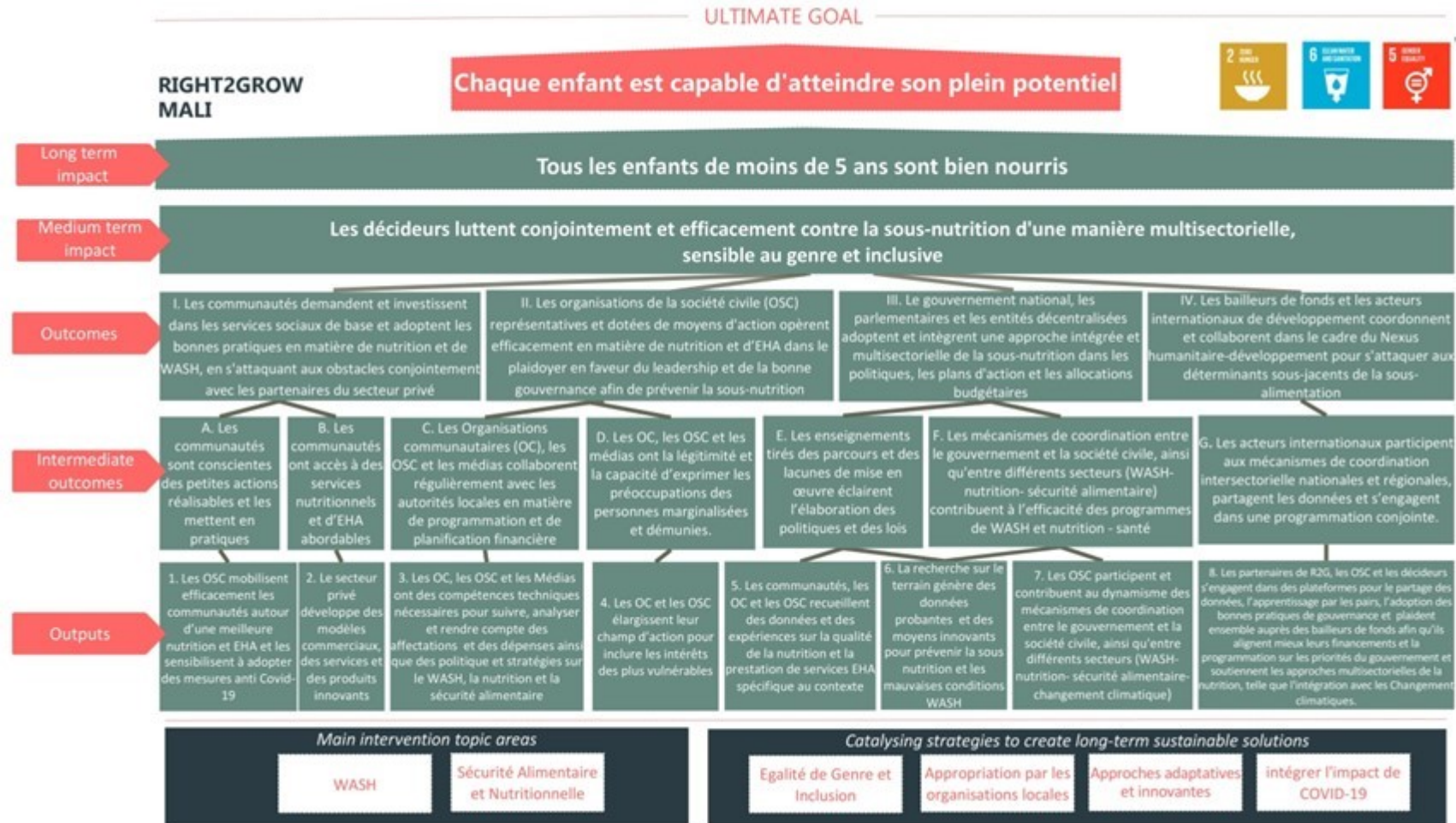
En 2024, la durabilité et l'appropriation locale des acquis de Right2Grow étaient au centre des efforts. Le renforcement des capacités des CVC et des acteurs du secteur privé, notamment dans le plaidoyer et le suivi budgétaire, a favorisé une prise de décision locale plus sensible aux enjeux de genre, de nutrition, de sécurité alimentaire et de WASH. Cette approche a renforcé l'implication des communautés dans la gestion des ressources publiques à travers les CAOCSAD, CLOCSAD, CTIN et réunion d'interface.

La planification pour 2025 met l'accent sur un retrait progressif des interventions directes, tout en mettant en œuvre des stratégies d'autonomisation des CVC et de renforcement de leur capacité à gérer et suivre les actions post-projet. Ainsi, un plan de durabilité des activités des CVC a été établi.

Cependant, il est nécessaire de renforcer les capacités financières et organisationnelles des OSC et CBO locales pour assurer leur autonomie à long terme. La mise en place d'un mécanisme de suivi indépendant post-2025, ainsi que la continuité du partage des connaissances via le catalogue d'apprentissage, seront aussi essentiels. Enfin, il est crucial de renforcer l'implication des femmes dans la gestion durable des produits agro-alimentaires pour garantir une pérennité des acquis du programme.

Annexes

Annexe 1: Théorie du changement



Annexe 2 : Cadre de résultats (consortium de pays)

N°	Indicateurs	Valeur de référence - quantitative	Cible année 4 - quantitative	Résultats 2024 (Il s'agit des résultats de Janvier à Décembre 2024) Cette colonne représente la somme des réalisations de l'exercice 2024	Résultat - qualitatif (Il s'agit de donner les détails des chiffres de chaque indicateur porté à Résultats 2024)
Résultat I. Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.					
1.1- Obligatoire	1.1. : Nombre d'actions de plaidoyer dans lesquelles les communautés formulent des demandes d'amélioration des services (WASH et nutrition)	96	168	112	<ul style="list-style-type: none"> -8 participation session budgétaire, -10 participation au compte administratif, -13 participation aux sessions sur la fixation des impôts et redevances, -16 sessions budgétaires, -17 sessions CAOCSAD avec la participation des 24 communes, 8 rapports citoyens -7 participation des CVC sur le budget additionnel -3 participation des CVC à la session d'élaboration du PDSEC 2024-2028; -2 participations des CVC à la session d'évaluation du PDSEC 2019-2023 ; -2 participations des CVC au CLOCSAD ;

				<p>-2 participations des CVC aux cadres de concertation locale, -24 présentations par les CVC des rapports de suivi citoyen sur la qualité des services WASH et Nutrition, etc.</p> <p>Depuis quelques années, l'État a cessé de financer les espaces de redevabilité au niveau communal en raison de ses priorités sécuritaires. La stratégie du projet reposait pourtant sur une contribution à la tenue de ces cadres afin de soutenir la participation des CVC. Face à cette situation, le projet a été contraint de financer un seul cadre au lieu des deux prévus, limitant ainsi les opportunités de plaidoyer des CVC.</p>
<p>Nombre de notes de messages de plaidoyer lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes d'amélioration des services</p>	0	96	64	<p>-24 notes de plaidoyer présentées lors des CAOCSAD,-14 notes de plaidoyer lors du CLOCSAD- 3 notes de plaidoyer à la mairie pour l'insertion de lignes budgétaire dans leurs budgets annuels,-5 notes de plaidoyer sur la nutrition ;-9 notes de plaidoyer portant sur le WASH, -1 note de plaidoyer au Gouverneur de Kayes sur la gestion de la barque de traversée du fleuve-4 Notes de plaidoyer lors de la journée mondiale de l'eau JME 2024,1 note de plaidoyer lors de la célébration de la journée mondiale de lavage des mains au savon-2 notes de</p>

				<p>plaidoyer en faveur de la prise en compte de la nutrition dans le PDSEC; -1 Note de plaidoyer à l'intention du Commissariat à la Sécurité Alimentaire pour l'élaboration d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation et à l'eau ; etc.De façon globale, les OSC se sont inscrites dans la dynamique de porter la voix des communautés. Le soutien financier du projet à l'endroit des activités des OSC a favorisé l'appropriation et la redevabilité vis-à-vis de la communauté. Par ailleurs, le projet dans sa prévision devait organiser deux sessions CAOCSAD. Suivant une contrainte budgétaire et le manque de soutien de l'État pour l'organisation de ces cadres, le projet a pu réaliser une seule session. Ces cadres de concertation offrent des opportunités aux CVC de produire et présenter des notes de plaidoyer.A1</p>
nombre de décideurs présents lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes d'amélioration des services	288	240	342	<p>-342 décideurs ont pris part aux activités de CLOCSAD, la validation du rapport citoyen, atelier régional de documentation des évidences sorties des rapports de suivi citoyen, etc.-Au moins 2 représentants des services techniques ont pris part lors des 17 sessions de CAOCSAD, 2 sessions</p>

					<p>CLOCSAD, cadre de concertation locale, l'atelier bilan régional, la table ronde des réseaux des journalistes de nutrition et Wash sur le financement de la nouvelle stratégie ANJE, JME, recommandation de genre, membre CNT, CCN, CSA, SDN, etc. Globalement, l'indicateur avance bien vers l'objectif. Ce qui démontre de la prise de conscience des autorités locales à accompagner les initiatives citoyennes. Ce dépassement pourrait s'expliquer par la qualité de la collaboration entretenue avec les autorités. Elles sont informées en début d'année du plan d'action des CVC et les chronogrammes. Cela facilite une bonne planification de celles-ci et assure leur participation.</p>
1.2- Obligatoire	Proportion de personnes issues de groupes vulnérables ou marginalisés (femmes, personnes handicapées, groupes ethniques minoritaires...) impliquées dans des actions visant à formuler des demandes d'amélioration (WASH et nutrition).	0	30%	28%	<p>Plus de 321 femmes, jeunes, personne en situation d'handicap ont participé aux activités de plaidoyer sur 1113 personnes impliquées dans ces activités. Globalement, le projet a atteint cet objectif à travers les activités de soutien à l'autonomisation des femmes (secteurs privés, AVEC, ect.)</p>
	progression de groupements dont les personnes participantes	0	20%	26%	<p>Au total 289 personnes impliquées dans les activités de plaidoyer proviennent des groupements sur les 1113 personnes impliquées</p>

	aux actions sont membres				dans ces activités. De façon globale, la cartographie des acteurs du secteurs privés a permis de répertorier les groupements existants et structurés. Ces atouts ont accéléré les appuis et le processus d'accompagnement. Ces appuis ont permis de donner un souffle à leur dynamisme.
	proportion de femmes participants aux actions	0	30%	27%	Au total 306 personnes impliquées dans les activités de plaidoyer sont des femmes sur les 1113 personnes impliquées dans ces activités. Globalement, l'indicateur avance bien vers l'objectif. La dynamique autour de la transformation de produits locaux favorisera l'adhésion d'autres femmes dans la zone d'intervention en 2025.
	progression de personnes issues de groupes vulnérables autres que les femmes lors des actions	0	10%	10%	Au total 115 personnes en situation d'handicap ont été impliquées dans les activités de plaidoyer sur les 1113 personnes impliquées dans ces activités. Globalement, l'indicateur avance bien vers l'objectif.
1.3 - Optionnel	Proportion d'obstacles ciblés à une bonne nutrition et/ou à des services WASH traités avec succès par des initiatives conjointes de la communauté et ou du secteur privé ou conjointement.	0	20%	46%	-Les difficultés identifiées par les CVC dans leur plan d'action ont été traité à 46% à la suite des activités de plaidoyer notamment :-Amélioration de la fonctionnalité des GSAN (les CVC ont appuyé les GSAN pour la constitution des stocks de céréales pour les démonstrations nutritionnelles

					<p>dans les villages),-L'augmentation du taux de recouvrement des TDRL dans les communes suites aux plaidoyers et sensibilisations effectués par les CVC auprès des chefs des villages, leaders communautaires jeunes femmes,- Réparation d'adduction d'eau potable par la commune pour faciliter l'accès des communautés à l'eau potable.Plusieurs résultats tangibles ont été obtenus par les OSC en lien avec les problèmes identifiés dans les communes auxquels des solutions ont été apportés au grand bénéfice des communautés. Il s'agit de la réparation des points d'eau, le financement des activités de démonstrations nutritionnelles, etc.</p>
<p>Résultat II. Des organisations de la société civile (OSC) représentatives et habilitées naviguent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la dénutrition.</p>					
<p>2.1- Facultatif</p>	<p>Nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour leurs demandes et leurs positions. (en fixant l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager)</p>	16	40	44	<p>-Audience auprès des entreprises, 2 CLOCSAD, 5 sessions CACOCSAD, CTIN, SWA, Cadres de concertation locale dans les domaines de la nutrition et wash, -Tenue de journée nationale de reboisement ou le CVC de Ségala a plaidé pour le branchement au système SOMAGEP du campement, -02 Réunions du Comité National de Pilotage Stratégique, -02 webinaires et 02 cafés citoyens en marge de la</p>

					<p>célébration des journées mondiales, -Participation au Forum Mondial de l'Eau, -01 Atelier du Comité National SWA, -1 session au niveau national par SUN OSC. Globalement, l'indicateur avance bien vers l'objectif. La même dynamique sera poursuivie en 2025 pour atteindre cet objectif.</p>
SCS031	# Nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour les demandes et les positions des OSC en fixant l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager aux niveaux national et international			11	-02 Réunions du Comité National de Pilotage Stratégique, -02 webinaires et 02 cafés citoyens en marge de la célébration des journées mondiales de l'Alimentation et le climat, Journée Mondiale de l'Eau -Participation au Forum Mondial de l'Eau, -01 Atelier du Comité National SWA, -1 Participation au CTIN -1 session au niveau national par SUN OSC
SCS032	# Nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour les demandes et les positions des OSC en établissant l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager au niveau sous-national			33	-Audience auprès des entreprises, 2 CLOCSAD, 5 sessions CACOCSAD, 2 Cadres de concertation locale dans les domaines de la nutrition et wash, - Tenue de journée nationale de reboisement ou le CVC, -1 Journée Mondiale de l'eau JME, -1 CTIN

2.3- Obligatoire	Proportion d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, (pour, par ou avec leurs membres/constitutions), traitant des questions de genre liées à la nutrition et à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.	0	50%	48%	<p>-CTIN avec les acteurs nationaux, 3 CLOCSAD, 2 Journées Mondiales Lavage des mains au savon et reboisement, plaidoyer sur la mise à disposition d'un point d'eau, réseaux des journalistes Nutrition et wash en faveur du financement de l'ANJE et le secteur Wash au Mali, etc.</p> <p>-1 Partage du rapport de veille citoyenne,</p> <p>-Engagement pris par les autorités pour l'accélération du processus d'adoption des politiques nationales de l'eau et l'assainissement lors d'atelier SWA.</p> <p>Globalement, les résultats sont encourageants. Le projet a su tisser des partenariats qui ont permis de faciliter la participation à des cadres pour porter la question du genre.</p>
SCS041	# Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau national			6	<p>-CTIN avec les acteurs nationaux</p> <p>-01 webinaire tenu lors de la célébration de la journée mondiale de GHM et 1 café citoyen tenu lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation,</p> <p>-Engagement pris par les autorités pour l'accélération du processus d'adoption des politiques nationales de l'eau et l'assainissement lors d'atelier SWA</p> <p>02 Sessions de plaidoyer des réseaux des journalistes Nutrition</p>

					et wash en faveur du financement de l'ANJE et le secteur Wash au Mali
SCS042	# Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau sous-national			20	-3 CLOCSAD, -2 Journées Mondiales Lavage des mains au savon et reboisement, -1 Partage du rapport de veille citoyenne, -01 session de plaidoyer sur la mise à disposition d'un point d'eau, -01 Session de Redynamisation de la banque de céréale, -01 session de plaidoyer auprès des décideurs communaux, chef de quartier et ST en faveur de la création d'une décharge publique de déchet.
Résultat III. Le gouvernement national et les entités décentralisées adoptent et intègrent une approche intégrée et multispectrale de la dénutrition dans les politiques, les plans d'action et les allocations budgétaires grâce à des processus participatifs des OSC					
3.2- Facultatif	Nombre de lois, politiques, normes/attitudes et décisions, bloquées, adoptées, améliorées au niveau national, régional, communal et local pour un développement durable et inclusif.	4	2	6	-Le code de l'eau a été amélioré à la suite de la rencontre avec les acteurs sur les perspectives d'actualisation du Code de l'eau, -La politique nationale d'assainissement et la politique nationale de l'eau ont été améliorées et sont en attentes de validation, -Une rencontre avec les experts sur les points d'actualisation du Code de l'eau au cours 01 Prise de décision de la mairie de Meguetan d'intégrer un membre CVC dans le comité d'élaboration, de pilotage et de

					suivi du PDSEC 2024_2028; 01 prise d'une décision communale d'intégration d'une ligne dans le budget 2025 pour le financement des activités de nutrition à travers le plan d'engagement de la Mairie constitution de 2 réseaux (nutrition et WASH) au niveau du Conseil national de Transition.
3.3- Obligatoire	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de nutrition et WASH (financement accru)	WASH : 3,62% en 2020 Nutrition : moins de 0,7% en 2018 du budget de la santé	WASH : 3,7% Nutrition : 0,8%	Nutrition: 0,25% WASH: 0,006%	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour le service de nutrition et Wash (financement accru) représente moins de 1% du budget total de l'État
	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour le service de nutrition (financement accru)	Nutrition : moins de 0,7% en 2018 du budget de la santé	0.80%	Nutrition: 0,25%	0,25% du budget national est alloué à la nutrition
	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de WASH (financement accru)	WASH : 3,62% en 2020	3.70%	WASH: 0,006%	0,006% du budget national est alloué au WASH
	progression des budgets communaux consacrés au WASH et à la Nutrition	0	5%	Kayes: 0,54% Koulikoro: 0,34% Sikasso: 0,32%	-L'analyse des budgets des 24 communes partenaires montre une diminution des fonds nets alloués à la nutrition entre 2022 et 2023
Résultat IV. Les donateurs et les acteurs du développement international coordonnent et collaborent dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement pour s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la dénutrition					

<p>4.1- Obligatoire</p>	<p>Niveau de succès des rôles de lobbying et de plaidoyer de R2G et de ses partenaires auprès des donateurs et des acteurs internationaux.</p>	<p>2</p>	<p>≥21/41</p>	<p>5</p>	<p>-Intégration de chapitre nutrition dans les PDSEC renouvelés Le comité SWA a participé à l'organisation de la table ronde de mobilisation de financement du PAMN 2021-2025, -1 Atelier de suivi et élaboration de plans des champions SUN OSC, etc. On note l'amélioration de plusieurs programmes de développement local prenant en compte la nutrition et le plan d'action multisectoriel, le suivi des engagements N4G ainsi que des avancés dans la validation du code de l'eau et des politiques nationales de l'eau et l'assainissement.</p>
	<p>nombre de cadres de discussion et plaidoyer multi acteurs où les membres de R2G sont impliqués dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement</p>	<p>2</p>	<p>20</p>	<p>7</p>	<p>-01 Rencontre avec le Comité National SWA réalisée -01 Atelier bilan du comité SWA National effectué -1 Atelier de suivi et élaboration de plans des champions SUN OSC, -1 Atelier d'appui et de suivi des recommandations des engagements de l'état N4G -3 cadres de discussions sont soutenus par OMAES dont le CTIN au niveau national et deux cadres de concertation locaux multisectoriels nutrition et Wash. Globalement, il y a des avancés enregistrés. Cet effort doit être accentué en 2025 avec le suivi</p>

					des activités de la feuille de route de l'opérationnalisation Nexus.
	niveau de mise en œuvre des engagements Nutrition for Growth, SWA et des recommandations des notes de plaidoyers humanitaires	Faible	≥6/9	3	Sur les activités du plan d'action seulement 3 ont été réalisés à 100%, plus de la moitié des activités sont en cours de réalisation mais font face à des défis de financement. À ce niveau, le projet a pu maintenir la tenue régulière des réunions SWA et le suivi des engagements N4G. Cependant, des défis liés au financement de certaines activités subsistent.
4.2- Facultatif	Degré d'intégration du lien WASH-Nutrition par les bailleurs de fonds dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la dénutrition.	Faible	≥11/18	2	- 1 réunion CTIN avec des engagements d'intégration des services techniques et bailleurs -1 réunion CTIN soutenue par OMAES et SUN OSC. La feuille de route d'opérationnalisation Nexus mise en place suscitera une démarche flexible de financement Nexus en lien avec les questions nutrition et WASH.
Résultat intermédiaire D. Les organisations communautaires et les organisations de la société civile ont la légitimité et la capacité d'exprimer les préoccupations des personnes marginalisées et privées de pouvoir.					
<i>D.1 Obligatoire</i>	Nombre d'OSC/ONG ayant des capacités accrues en matière de L&A	5	10	19	-8 CVC sont capables de mener des plaidoyer efficaces avec évidences de succès, - 4 groupements des femmes (Medine, Bafoulabé, Mahina et Ségala) sont capables de mener des plaidoyer efficaces avec évidences de succès, - AJCAD, CN-CIEPA, GSB, STOP-SAHÉL, OMAES, SUN

					OSC et AMADECOM ont la capacité de mener des plaidoyer efficaces
	nombres d'OSC/ONG participants aux différentes sessions de renforcement de capacités	5	10	23	-STOP-SAHEL, CN-CIEPA et AJCAD ont été renforcé sur OH,- STOP-SAHEL et AJCAD renforcement de capacité sur l'apprentissage,-8 CVC ont été renforcés sur l'apprentissage,-La Société Civile a organisé des séances de renforcement des capacités en techniques de plaidoyer en faveur du WASH et de la Nutrition auxquelles 05 OSC/ONG ont pris part.- Renforcement de capacités des deux (02) réseaux de journaliste sur la nouvelle stratégie ANJE
	nombres d'OSC/ONG participants aux différentes sessions de renforcement de capacités	5	10	23	-STOP-SAHEL, CN-CIEPA et AJCAD ont été renforcé sur OH,- STOP-SAHEL et AJCAD renforcement de capacité sur l'apprentissage,-8 CVC ont été renforcés sur l'apprentissage,-La Société Civile a organisé des séances de renforcement des capacités en techniques de plaidoyer en faveur du WASH et de la Nutrition auxquelles 05 OSC/ONG ont pris part.- Renforcement de capacités des deux (02) réseaux de journaliste sur la nouvelle stratégie ANJE
Output 1. Les OBC mobilisent efficacement les communautés autour d'une meilleure nutrition et WASH					
	Nombre d'OSC impliquées dans Right2Grow	0	74	319	-24 CVC,



						<ul style="list-style-type: none"> - ASACO, - Comité de gestion de l'eau potable, - 6 partenaires R2G (STOP-SAHEL, AJCAD, CN-CIEPA, GSB, OMAES, AMADECOM) -1 SUN OSC, - 14 organisations (2 réseaux de journaliste, 1 CAFO, 1 Acteur privé, 1 ASACO, 1 Fédération locale des associations de santé communautaire, 01 Coordination locale des ONG, 02 Jeunesses communale et locale, 01 Jeune chambre Internationale (JCI), 01 Comité de gestion d'eau potable, 2 CAFO, les sociétés de transformation des produits locaux)
--	--	--	--	--	--	---



Contributions aux indicateurs IGG






Indicateur IGG	Définition	Contributions de Right2Grow				
		Pays	Indicateur	Réalisation 2024	Cumulatif	Notes
A.2.2 : Nombre de personnes directement touchées par des activités visant à améliorer temporairement/partiellement leur situation nutritionnelle	Les personnes touchées de manière ciblée (c'est-à-dire les personnes qui sont touchées ou qui peuvent être touchées). - identifiés) par une intervention qui leur apporte un bénéfice temporaire et/ou partiel . <i>situation nutritionnelle.</i>	Mali	Nombre d'enfants admis dans le programme de traitement de la malnutrition dans les centres de santé communautaire	10,505	10,505	15,505 enfants (2670 à Kayes, 3698 à Sikasso, 883 à Koutiala, 3254 à Kolokani)
A.2.3 : Nombre de personnes indirectement touchées	Personnes touchées de manière non ciblée (c'est-à-	Mali	Nombre de personne touché	1,185,517 <i>Femme: 715,593</i>	1,185,517	Personnes touchées par les ateliers, les




	dire que les personnes touchées ne sont pas - ou ne peuvent pas être - identifiées) par une intervention qui peut apporter des avantages, mais qui n'en apporte pas. Ne contribuent pas structurellement à l'amélioration de leur état nutritionnel. Exemple : Programme radio		indirectement par le programme Right2Grow	Homme: 469,924		campagnes de sensibilisation, les activités d'émission radiophonique, les sessions de CLOCSAD, l'impact des foires rurales sur les acteurs du secteur privé, etc.
2.1 : Nombre d'entreprises engagées dans l'agro-industrie inclusive		Mali	Nombre d'organisation du secteur privé accompagné par le projet R2G	73	73	Nombre de groupements du secteur privé impliqué dans le projet R2G dans la zone d'intervention
4.1 : Nombre de réformes/améliorations des principales politiques/lois/réglementations (inter)nationales en matière de FNS (identique au SCS 2)		Mali	3.2 Nombre de lois, politiques, normes/attitudes et décisions, bloquées, adoptées, améliorées au niveau national, régional, communal et local pour un développement durable et inclusif.	6	6	Documents politiques améliorés (3 PDSEC, Code de l'eau, politique nationale de l'eau et l'assainissement, etc.)

Annexe 3 : Déclaration de résultats


Nr	Titre du résultat	Pertinence du résultat	Contribution des R2G aux résultats	Preuves de changement et de contribution	Valideurs externes	Genre
1	De janvier à mars 2024, pour la 1 ^{ère} fois le comité de veille citoyenne de la commune de Hawadembaya a appuyé les groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) pour la constitution de stock de vivres (stocks évalués à 113 Kg, valeurs monétaires : 135.200 FCFA soit 206,11€) auprès des communautés pour assurer les démonstrations nutritionnelles au profit des enfants de 6 à 59 mois.	L'Association de santé communautaire (ASACO) et les groupes de soutien aux activités de nutrition rencontraient des difficultés de prise en charge des frais des démonstrations nutritionnelles dans les villages qui a considérablement limité la réalisation des démonstrations nutritionnelles. Cette action a engendré une forte implication et appropriation des communautés dans les questions de prise en charge des démonstrations nutritionnelles au profit des enfants de 6 à 59 mois. Elle a donné une nouvelle vision aux populations par rapport aux rôles de chaque acteur dans la lutte contre la malnutrition. Ce qui correspond à l'outcome intermédiaire	<p>-Avril 2022 : Mise en place du comité de veille citoyenne (CVC) dans la commune (Nombre de personnes :39 dont 27 Hommes et 12 Femmes)</p> <p>-Mars 2023 : Renforcement des capacités du CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 participants dont 2 Hommes et 2 Femmes</p> <p>-15 juillet 2023 : Réunion tripartite CVC-GSAN- ASACO, ayant enregistré 9 participants dont 3 femmes</p> <p>-Octobre 2022 à Décembre 2023 : Réalisation de l'étude de recherche GSAN-B</p> <p>-Juillet 2023 : restitution des résultats de l'étude « GSAN-B » aux CVC des communes R2G des cercles de Kayes et Bafoulabé sur le rôle des GSAN dans la chaîne de lutte contre la malnutrition.</p> <p>-Octobre 2023 à Mars 2024 : Plaidoyer du CVC auprès des leaders communautaires, chefs de ménage et la population pour appuyer les</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p>  <p>STOCK ET FONDS MOBILISES.jpg</p> <p>Preuve de la contribution :</p>  <p>RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM</p>	<p>-Madame COULIBALY Cissé TOURE : 223 67 79 47 98 Présidente association « ANW MA GNANY » Médiéne Commune de Hawadembaya</p> <p>-Monsieur Youssouf DEMEBELE : 223 65 09 66 01 Président CVC Commune de Hawadembaya</p>	Les enfants de 6 à 59 mois, les familles vulnérables et les femmes enceintes et allaitantes ont particulièrement bénéficié des préparations ainsi que les hommes, les jeunes et Personnes en situation de handicap







		A du grand résultat 1 : Les communautés sont conscientes des petites actions réalisables et les mettent en pratiques.	GSAN dans les activités de nutrition			
2	Pour la 1 ^{ère} fois le 22 Mai 2024, le comité de veille citoyenne de Bafoulabé soutenu par Right2Grow a adressé une note de plaidoyer au Gouverneur de la région de Kayes portant sur la problématique de gestion du bac de traversée liant le cercle de Bafoulabé à celui de Kayes.	La barque de traversée connaît des pannes fréquentes empêchant la mobilité des habitants du cercle de Bafoulabé. Le moteur de la barque étant en panne, ceux sont des pirogues qui tirent la barque pour assurer les traversées des populations et des véhicules. Cette situation représente un manque à gagner pour la population qui subit les conséquences de cette mauvaise gestion. C'est ainsi que le comité de veille citoyenne s'est saisi de la problématique en interpellant le gouverneur de la région pour la remise d'une note. Cette action correspond à l'Outcome 2 qui porte le plaidoyer et la recherche de la bonne gouvernance en matière de nutrition et d'EAH afin de prévenir la sous-nutrition.	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2023: Appui financier à la mise en œuvre du plan d'action du comité de veille citoyenne au profit 44 participants (H : 32 - F : 12) -Juin 2023: Analyse des budgets des communes avec l'appui du groupe de suivi budgétaire	<p>Des preuves pour le changement :</p>  <p>Preuve de la contribution :</p>  <p>Rap PDESC BUDGET.docx</p>	Mr. Djédy DIAKITE member CVC Bafoulabé : 223 66 09 21 75 Mr. Kandé DOUCOURE Maire Bafoulabé : 223 66 96 89 58	Les hommes, femmes et Personnes en situation de handicap ont participé au processus de plaidoyer. En plus, ce changement profite à toute la population de Bafoulabé.
3	Pour la 1 ^{ère} fois à Kayes du 20 au 21 Avril 2024, les groupements de femmes	Chaque année les projets s'attachaient aux services des	-Juin 2022: Identification et recrutement du consultant pouvant faciliter la formation	Des preuves pour le changement :	Madame COULIBALY Cissé TOURE : 223 67 79 47 98 Présidente association	Ce changement profitera aux hommes, femmes




	<p>soutenus par le projet Right2Grow ont assuré le renforcement de capacité des femmes des 12 Associations villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) sur la transformation des produits locaux à haute valeur nutritive.</p>	<p>consultantes venant de Bamako pour assurer la formation des femmes sur la transformation des produits locaux et ce déplacement était onéreux. La promotion des produits locaux à haute valeur nutritive est une innovation dans les 8 communes et se présente comme une aubaine pour les femmes des AVEC qui sont localisés dans les villages. Cela correspond à l'outcome intermédiaire A du grand résultat 1 : Les communautés sont conscientes des petites actions réalisables et les mettent en pratiques.</p>	<p>en technique de transformation des céréales, légumes et fruits en recettes à haute valeur nutritives pour la nutrition des enfants de 6 à 59 mois pendant 5 jours. -Juillet 2022 et Avril 2023 : Achat des équipements des matières premières en vue de la transformation des produits et le conditionnement dans les emballages ; Avec des emballages personnalisés, dates de fabrication et consommation, composition de la recette, les références du groupement, etc. -Mai 2023 et Mai 2024 : Participation des groupements de femmes aux foires d'exposition vente des produits locaux transformés</p>	<p> RAPPORT TRANSFORMATION</p> <p></p> <p>Preuve de la contribution :</p> <p> TDR FORMAT_EQUIP_ 18A</p>	<p>« ANW MA GNANY » Médine Commune de Hawadembaya Madame MARICO Assan DOUBIA : 223 79 20 81 54 Secrétaire association « SABOUGNOUMA » Ségala Commune de Ségala</p>	<p>et particulièrement aux enfants dans le cadre de la bonne utilisation et la disponibilité des produits à haute valeur nutritionnelle.</p>
4	<p>Pour la 1^{ère} fois en Avril 2024, le comité de veille citoyenne de la commune de Hawadembaya soutenu par Right2Grow a remis deux notes de plaidoyer aux entreprises d'exploitation énergétique de sa commune pour l'insertion d'une ligne de crédit dans leurs budgets annuels permettant de financer les activités de développement de la commune.</p>	<p>10 villages de la commune de Hawa Dembaya étaient confrontés à un problème d'assainissement et d'évacuation des déchets. Le comité de veille citoyen dans sa dynamique de recherche de solution à ce problème, a pensé à l'entreprise installée dans sa commune en leur demandant un appui pour venir à bout de</p>	<p>-Avril 2022 : Mise en place du comité de veille citoyenne (CVC) dans la commune (Nombre de personnes :39 dont 27 Hommes et 12 Femmes) -Mars 2023 : Renforcement des capacités du CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 participants dont 2 Hommes et 2 Femmes</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p> <p> Note adressée à SEMAF.jpg</p> <p> Note adressée à ALBATROS.jpg</p> <p>Preuve de la contribution :</p> <p> RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM</p>	<p>-Maire Hawadembaya : 22373272719 -Barry chef du personnel de la société d'exploitation de Manantali et de Félou 66748662</p>	<p>Ce changement bénéficiera à toute la population de la commune de Hawa Dembaya.</p>


		<p>problème d'assainissement auxquels ces 10 villages étaient confrontés. L'entreprise ayant reçu la note, a accordé une audience au groupe CVC pour leur écouter. Cela correspond à l'Outcome intermédiaire D.</p>				
5	<p>Pour la 1^{ère} fois en juin 2024, une femme transformatrice de la commune de Hawa Dembaya a pris l'engagement d'accompagner le comité de veille citoyenne de ladite commune soutenu par Right2grow dans sa mission d'information et de sensibilisation pour le paiement des taxes de développement régional et local (TDRL) dans 10 villages.</p>	<p>À la suite du constat de faible mobilisation des ressources propres dans la commune, la mairie a chargé le comité de veille citoyenne de sensibiliser les communautés à travers les chefs de villages dans le paiement des taxes de développement de la commune. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique.</p>	<p>-Avril 2022 : Mise en place du comité de veille citoyenne (CVC) dans la commune (Nombre de personnes :39 dont 27 Hommes et 12 Femmes) -Mars 2023 : Renforcement des capacités du CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 participants dont 2 Hommes et 2 Femmes -22 et 23 avril 2024 : tenue de la réunion d'interface et le Comité d'arrondissement d'orientation de coordination des actions de développement avec la participation des femmes.</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p>  <p>VID-20240718-WA0012.mp4</p> <p>Preuve de la contribution :</p>  <p>RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM</p>	<p>-Madame COULIBALY Cissé TOURE Présidente association Commune de Hawadembaya 223 67794798</p>	<p>Ce changement essentiellement sur les femmes qui ont changé de comportement par rapport au paiement des TDRL de leur famille et profitera à toute la population de Hawa Dembaya.</p>
6	<p>Le réseau des parlementaires du Mali s'est engagé pour la première fois à formaliser le Réseau Eau hygiène assainissement à travers l'élaboration d'une charte et l'élargissement du Réseau en intégrant l'aspect Nutrition conformément au plan</p>	<p>La santé publique et l'eau hygiène assainissement sont des concepts qui évoluent ensemble. Lorsqu'un individu est malnutri, son système immunitaire est 2 fois plus vulnérable qu'un patient malade. Il a été constaté que la plupart des décès des</p>	<p>-2 au 3 mai 2024 : La tenue d'un atelier de renforcement de capacités de 17 parlementaires du Conseil National de la Transition (CNT) (7 femmes et 10 hommes) sur les concepts de base du WASH et de la Nutrition et le rappel de</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p> 	<p>-Honorable Kadidia Sangaré, Conseil National de Transition Tél : 223 78 45 53 23 -Honorable Mohamed Ould Sidi Mohamed, Conseil National de Transition Tél : 223 76 19 39 79</p>	<p>Le Réseau des parlementaires est constitué d'hommes et de femmes, tous impliqués dans le processus de mise en œuvre de ce Réseau WASH et Nutrition.</p>





	<p>d'action 2024-2025 élaboré lors de l'atelier de renforcement du réseau de parlementaire tenu du 02 au 03 Mai 2024 à l'Hôtel Onomo à Bamako avec le soutien de Right2Grow.</p>	<p>enfants de moins de 5 ans sont attribués à la sous nutrition mais également aux maladies hydriques. Ce qui stipule que l'eau et la nutrition sont intimement liées. C'est dans ce cadre que la constitution malienne a reconnu dans les articles 10 et 22 l'eau et l'alimentation comme des droits. La mise en place d'un Réseau EHA et Nutrition contribuera à l'effectivité de ce droit. Aussi, la formalisation de ce Réseau permettra d'avoir plus de crédibilité sur le plan national lors des actions de plaidoyer en faveur du WASH et de la Nutrition. C'est également un outil de pilotage des activités à réaliser pour le réseau afin d'atteindre les objectifs définis. Ce qui correspond l'Outcome intermédiaire E qui porte sur l'élaboration des politiques et loi.</p>	<p>l'importance de la création d'un Réseau WASH et Nutrition</p> <p>-27 au 28 septembre 2022 : La tenue d'un atelier de formation sur les techniques de plaidoyer regroupant 14 parlementaires (5 femmes et 9 hommes). De plus cet atelier a permis au Réseau de voir l'importance de la mise en place d'un Réseau formel d'où leur engagement pour diligenter la formalisation dudit Réseau.</p>	<p>Preuve de la contribution :</p>  		<p>De plus, le Lead du Réseau WASH est mené par une femme.</p>
<p>7</p>	<p>Le représentant du ministère de l'Energie et de l'Eau s'est engagé lors de l'atelier du 11 juillet 2024 soutenu par Right2Grow sur l'état de</p>	<p>L'adoption de la nouvelle politique va accélérer l'atteinte de l'Objectif de développement durable (ODD6) qui vise l'accès à</p>	<p>11 juillet 2024 : L'appui financier de Right2Grow a permis d'une part de tenir l'atelier sur l'état de mise en œuvre du plan d'action 2023-2024 du Comité National</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p>  <p>PLAN D'ACTION SWA 2023-2024 VF1.</p>	<p>-Djouro BOCOUM, Secrétaire Général du ministère de l'Energie et de l'Eau Tel: 223 76 02 31 56</p>	<p>Les hommes et les femmes sont impliqués dans le processus de mise en œuvre des activités SWA.</p>





	<p>mise en œuvre de la feuille de route du Comité SWA National à amplifier ses efforts pour l'accélération de l'adoption politique de la Politique Nationale de l'Eau (PNE) et la Politique Nationale de l'Assainissement (PNA) et des programmes nationaux d'ici Décembre 2024.</p>	<p>l'eau potable pour tous d'ici l'horizon 2030, en réduisant les inégalités notamment la révision tarifaire de l'eau au niveau urbain et rural, l'augmentation du budget national alloué au secteur eau et assainissement et enfin l'intégration des orientations stratégiques en faveur des populations les plus pauvres et les plus vulnérables à travers 04 programmes (Gestion intégrée des ressources environnementales, Aménagement Hydraulique, Accès à l'Eau Potable, Gouvernance). Cela correspond l'Outcome intermédiaire F qui porte sur les cadres de coordination entre le gouvernement et la société civile.</p>	<p>SWA, au cours duquel les défis à la réalisation ont été identifiés et des solutions ont été proposés pour l'accélération de la mise en œuvre des activités notamment l'adoption politique de la PNE PNA d'ici fin 2024. D'autre part, il a permis au comité SWA national de participer aux événements internationaux (FME) pour partager leurs expériences et en retour apprendre de leurs pairs.</p>	<p>Preuve de la contribution :</p> 		
<p>8</p>	<p>Avec le soutien financier et technique de Right2Grow aux membres du champion SUN, 500 femmes musulmanes sont sensibilisées sur la nutrition et l'eau hygiène assainissement à travers une activité du</p>	<p>La mobilisation et regroupement des femmes musulmanes chiites est très difficile à Bamako. Elles n'ont pas accès aux informations et sont difficile à atteindre. Vu l'importance de la</p>	<p>-Le soutien financier aux plans d'action des champions SUN en 2021, 2022, 2023 et 2024, -Renforcement de capacité des membres de champion SUN annuellement</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p>	<p>Dr Yousouf TRAORE, Membre du mouvement SUN OSC de Bamako, Tel : 79283347 Sidy El Moctar Toure, Champion SUN, membre organisateur de la retraite des femmes Wahabites Tel : 76 38 96 82</p>	<p>Les messages de sensibilisation sur la nutrition, l'hygiène et assainissement a touché plus de 500 femmes Wahabites venants des</p>





	<p>programme de la journée spirituelle des femmes musulmanes en février 2024 pour la 1^{ère} fois à Hamdallaye ACI 2000, un quartier de Bamako</p>	<p>nutrition des enfants, une des membres influents du champion SUN et organisatrice de la retraite spirituelle des groupements de femmes chiites est parvenu à intégrer dans le programme de la retraite spirituelle la sensibilisation sur la nutrition et le Wash. Ainsi, ce résultat est en lien avec l'output 1 de la théorie de changement</p>		 <p>Journee Spirituelle des femmes Whabites</p>  <p>Journee Spirituelle des femmes Whabites</p> <p>Preuve de la contribution :</p>  <p>TDR_Appui_Plan_Action_Champions_SUN_</p>		<p>quartiers de Bamako</p>
<p>9</p>	<p>Les sessions de sensibilisation du comité de veille citoyen de la commune de Zanfigue sur l'eau hygiène assainissement entre février et mars 2023 a permis pour la première fois de réparer 8 bornes fontaines dans le village de Bozola Zangasso en janvier 2024.</p>	<p>Il y avait le besoin de renforcement des connaissances des élus et la population sur la bonne gestion des infrastructures eau hygiène assainissement pour une prise de conscience. C'est partant de ce constat que le comité de veille citoyenne a engagé des activités de sensibilisation au profit de la population. Ce résultat relève de l'Outcome intermédiaire A.</p>	<p>-Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique et financier dans la mise en œuvre du plan d'action 2023 et 2024 du Comité de Veille Citoyenne</p> <p>-Organisation des séances de sensibilisation sur l'eau hygiène assainissement et la nutrition dans les 11 villages de la commune de Zanfigue : Djebe, Zangasso, Doubaniana, Sogouasso, Tiotieri, Nitiorosso, Karangasso deni, Niagouara,</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p>  <p>Note%20de%20plaidoyer%20CVC-Zanfigu</p>  <p>Document de sensibilisation CVC</p> <p>Preuve de la contribution :</p>  <p>Copy of Plan d'action CVC Zanfigu</p>	<p>-Mamadou SACKO, Maire de la commune de Zanfigué Tel : 76 15 22 76</p> <p>-Dicko SIDIBE, Présidente du Comité de veille citoyenne de la commune de Zanfigue Tel : 79 24 50 91</p>	<p>La bonne gestion des points d'eau touche les femmes, les hommes et surtout les enfants. Ce qui contribue à une bonne alimentation et protection des enfants</p>




			Soukosso, Gouandara, Bombala,			
10	La gestion de la banque de céréale de la commune de Zanfigue a été améliorée et rendue fonctionnelle en mars 2024 à la suite d'une interpellation de la mairie sur sa mauvaise gestion en aout 2022 par le comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow.	Le commissariat à la sécurité alimentaire du Mali a créé la banque de céréales dans la commune pour soutenir la population et parure à la rupture de stock en période de crise alimentaire. Au départ, 20 tonnes de céréales étaient stockées et la population a pris ces stocks en crédit et n'a pas été remboursé depuis 2021. Conscient de l'importance de cette banque de céréale, le comité de veille citoyenne a mobilisé les communautés et la mairie pour une gestion transparente et bénéfique pour la population aboutissant à la redynamisation des banques de céréales comme indiqué dans l'outcome intermédiaire A	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes. -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024.	Des preuves pour le changement :  Note%20de%20plaidoyer%20CVC-Mobilis. Preuve de la contribution :  RAPPORT_Formation%20des%20CVC%20:	-Mamadou SACKO, Maire de la commune de Zanfigue Tel : 76 15 22 76 -Madou Dembele, Président de la banque de céréale de Zanfigue Tel : 78 80 82 22	Tous les hommes, femmes et enfants de la commune de Zanfigue profitera de la bonne alimentation de la banque de céréale.
11	Grâce au plaidoyer du Comité de Veille Citoyen de Zanfigue à l'endroit de la coopérative des producteurs en Aout 2022	La commune de Zanfigue est une zone de production du mil, maïs en abondance. C'est pourquoi dès la période	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au	Des preuves pour le changement :  Note%20de%20plaidoyer%20du%20cvc%20:	-Abdoulaye SANOGO, Conseiller à la mairie de Zanfigue Tel : 77 93 34 48	Ce changement profite à toute la population de Zanfigue à travers



	<p>soutenu par Right2Grow, la vente de céréale brut aux champs a été considérable réduit pendant la récolte et ce qui a permis de stabiliser le prix du kilo de maïs entre 225 à 250FCFA en Mars 2024 dans la commune.</p>	<p>de la récolte, les commerçants venants de Koutiala, Sikasso et Bamako affluent ce marché pour l'achat et le stockage de céréale avant la récolte. Pour mettre fin à cette pratique, le comité de veille citoyen a invité toute la communauté à la non-vente de céréale juste après la récolte. Cela a été fait à travers des sensibilisations avec le soutien des chefs de village et la mairie. Ce qui a permis la réduction de vente de céréale dans cette dernière campagne de récolte de céréale comme l'indique l'outcome intermédiaire A de la théorie de changement.</p>	<p>profit de 31 personnes dont 8 femmes - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024.</p>	<p>Preuve de la contribution :</p>  <p>RAPPORT_Formation%20des%20CVC%20:</p>	<p>-Assim GALOME, Cultivateur a Bozola Zangasso Tel : 69 24 70 00</p>	<p>l'accès abordable aux céréales</p>
12	<p>Pour la première dans la commune de M'Pessoba, le plaidoyer du comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow auprès de la communauté a permis de doter 05 Groupes de soutien aux activités de nutrition en céréale et un montant de 100.000FCFA (152, 45€) en février 2024.</p>	<p>Ces groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) avaient du mal à fonctionner. La sensibilisation des comités de veille citoyenne a été un soulagement pour la reprise des activités de démonstrations nutritionnelles. Ce qui a convaincu les populations à prendre conscience et cotiser des</p>	<p>- Formation des membres du Comité de Veille Citoyenne sur les techniques de contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024</p>	<p>Des preuves pour le changement :</p> <p>Preuve de la contribution :</p>	<p>-Kalifa Coulibaly, Maire de la commune de M'Pessoba : 223 75 21 40 27 -Karim Coulibaly, Président CVC de M'Pessoba : 223 70 77 81 68</p>	<p>Ce changement a profité à environ 100 enfants et leur mère à travers les séances de démonstrations nutritionnelles</p>


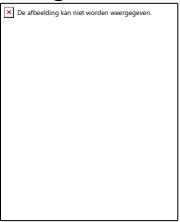

		tonnes de maïs, mil et riz pour soutenir les GSAN. Cela est lié à l'Outcome intermédiaire A.	-Cotisation et collecte de 1850kg de céréale dans la commune de Zanfigue en fin de récolte 2023			
13	Suite à la tenue du cadre de concertation annuel organisé en décembre 2021 et la campagne sur le changement climatique réalisée en 2023 avec le soutien de Right2Grow, la mairie de Tienfala a mobilisé 10.000.000FCFA (15 244,9€) pour la construction d'un dépôt de transit des déchets solides à Tienfala Gare en fin 2023.	La commune de Tienfala est proche de la capitale du Mali qui éprouve des difficultés de gestion de ses déchets. Ce qui que les ramasseurs d'ordure utilisent cette commune comme dépôt. C'est ainsi que le comité de veille citoyen a interpellé la mairie pour trouver des solutions à ce problème. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique.	-Tenue d'un cadre de concertation entre OSC, élus locaux et services techniques en Décembre 2021 -Appui dans l'élaboration de plans d'engagement de la mairie en décembre 2021 -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 65 personnes dont 19 femmes. -Tenue d'un cadre de concertation le 18 Mai 2023 au profit 32 personnes dont 8 femmes	Des preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :  TDRs cadre local annuel de concertatio	-Fah DIABATE, Maire de la commune de Tienfala, 76 15 79 64 -Dr Youssouf TRAORE, Charge d'appui Technique, Point Focal Champion SUN	Ce résultat a touché environ 22 366 personnes dont 11 400 femmes et 8 722 hommes
14	Le comité d'eau de Forokobougou dans la commune de Ouolodo a été redynamisé en avril 2024 et rendu fonctionnel après la tenue d'une assemblée générale organisée par le comité à la suite d'un plaidoyer du comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow à l'endroit de la mairie.	Le comité d'eau du château de Forokobougou ne fonctionnait plus et les membres ne se reconnaissaient même plus. Une crise de méfiance s'installa entre les jeunes et l'ancien membre du comité de gestion. Ce qui n'est pas à l'avantage de la communauté en besoin constant d'eau. Cela	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	Des preuves pour le changement :  Procès Verbal de l'Assemblée Générale Preuve de la contribution :  NOTE%20DE%20PLAIDOYER%20CVC%201	-Sidy DIARRA, 1 ^{er} Adjoint au Maire de la commune de Nonsombougou : Tel :75 29 24 17 -Kefa KONARE, Conseiller au chef de village de Tel : 76 14 78 72	Les femmes, jeunes, enfants ont accès facile l'eau dans le village à travers une bonne gestion de l'infrastructure d'eau.




		correspond à l'outcome intermédiaire D.				
15	Le château d'eau de Ouolodo a été réparé à la suite d'une remise de note de plaidoyer par le comité de veille citoyen au Maire de Ouolodo lors de l'espace d'interpellation sur le WASH tenu en Mars 2024 avec le soutien de Right2Grow.	Le problème d'eau dans la commune de Ouolodo était devenu crucial depuis que le château est tombé en panne. Les difficultés autour de la gestion de l'infrastructure d'eau est la cause de ce problème d'eau. C'est ainsi que le comité de veille citoyen s'est saisi de ce dossier à interpellant la mairie. Cette assemblée a permis de redynamiser le comité et trouver une solution au problème de trésorerie. Cela correspond à l'outcome intermédiaire D.	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. Le soutien technique et financier des plans d'action des CVC 2024, 2023 et 2022.	Des preuves pour le changement :  Photo_1_Ouolodo_reparation de Chateau.jpg  Photo_2_Ouolodo_reparation de Chateau.jpg Preuve de la contribution :  Note de plaidoyer relative au château	-Lamine TRAORE, 1 ^{er} Adjoint au maire, chargé du WASH Tel : 79269553	L'accès des femmes et les enfants est facilité à travers cette réparation du château d'eau.
16	Après l'orientation des élus et conseillers communaux soutenu par Right2Grow en Avril 2023, la mairie de Meguetan a pris la décision d'impliquer un membre du comité de veille citoyen dans la commission de pilotage du budget communal et au processus d'élaboration du PDESC (Plan de Développement Economique, Social et culture) de la commune de Meguetan pour la	Ce résultat cadre parfaitement avec l'Outcome intermédiaire C ou les organisations de la société civile collaborent régulièrement avec les autorités locales en matière de programmation et de planification financière	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 65 personnes dont 19 femmes. -Tenue d'un cadre de concertation le 18 Mai 2023 au profit 32 personnes dont 8 femmes -Soutien financier pour la mise en œuvre des plans d'action du comité de veille citoyen,	Des preuves pour le changement :  decision de la mairie de meguetan.png Preuve de la contribution :	-Aly Samba Diallo 1er Adjoint au Maire, Tel : 79 75 55 92 -Le Secrétaire Général de la Mairie, Tel : 76 42 92 45	La participation des membres des comités de veille citoyen aux différents niveaux de prise de décision communale contribue à l'amélioration de la gouvernance locale en faveur de la nutrition et EHA au profit des femmes, des jeunes, des enfants et des personnes en

	première fois en Mai 2024.					situation d'handicap
17	Après la tenue d'une assemblée générale à Diékébougou provoquée par le comité de veille citoyen de Ouolodo sur la situation de gestion du bureau du comité de gestion d'eau en présence des acteurs (chefs de village, jeunesse et les femmes), le bureau du comité de gestion d'eau potable du village a été redynamisé le 03 Mai 2024 quelques jours après la réunions.	Le problème de la mauvaise gestion et fonctionnalité du comité d'eau potable a été révélé lors de l'évaluation de la qualité des services WASH organisée par le comité de veille citoyen. À la suite de cela, la jeunesse et la population ont pris la décision de redynamiser le comité d'eau et mettre fin à cette pratique. Ce changement cadre avec Output 5 portant sur la prestation de services EHA	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. -Soutien dans l'élaboration des plans d'action 2022, 2023 et 2024, -Soutien financier pour la mise en œuvre des plans d'action du comité de veille citoyen, -Suivi et appui technique au comité de veille citoyen	Des preuves pour le changement :  RAPPORT.pdf Preuve de la contribution :  NOTE%20DE%20PLAIDOYER%20CVC%20C	-Jean Konaré Président du comité de gestion d'eau potable de Diékébougou Tel : 77 70 43 28 -Lamine Traoré 1er Adjoint au Maire de la commune de Ouolodo Tel : 79 26 95 53	La communauté du village de Diékébougou en particulier les femmes et les enfants auront un accès facile à l'eau potable avec la bonne gestion de l'eau par le comité redynamisé à travers le respect des normes d'accès à l'eau par la communauté.
18	En 2024, pour la première fois le comité de gestion scolaire de l'école de Diala a pris l'initiative de réparer la pompe manuelle après la tenue d'une assemblée générale en mai 2023 provoquée par le comité de veille citoyen de Tioribougou soutenu par Right2Grow.	La réparation du point d'eau potable de l'école intervient après la restitution des résultats de l'évaluation des normes et standard wash de l'école à la communauté faite par le comité de veille citoyen. La pompe de l'école est tombée en panne depuis quelques mois et aucune action n'a été prise pour l'accès des élèves à l'eau. C'est ainsi que le comité de veille citoyen a provoqué une assemblée pour discuter	-Renforcement des comités de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés en 2022 au profit 27 personnes dont 3 femmes, -Soutien financier pour la mise en œuvre des plans d'action du comité de veille citoyen, -Suivi et appui technique au comité de veille citoyen	Des preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :  Rapport%20de%20suivi%20citoyen%20de	-Souleymane Danioko Directeur de l'école fondamentale de Diellan Tel : 74 92 88 23 -Amadou Diarra, Membre comité de veille citoyenne Diellan Tel : 71 28 16 76	Avec la réparation du point d'eau de l'école, les enfants et les écoliers accèdent facilement à l'eau potable.




		sur la problématique. Ce changement cadre avec Output 5 portant sur la prestation de services EHA				
19	Le 26 juin 2024 pour la 1 ^{ère} fois dans la commune de Bamafélé, un ressortissant du village de Kénieba-Bafing a pris l'initiative de payer la totalité de la taxe de développement de tout son village à la suite des activités de sensibilisation sur l'importance du paiement des taxes de développement organisée par le comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow.	À la suite du constat de faible mobilisation des ressources propres auprès de la population, l'association de santé communautaire et le groupe de soutien aux activités de nutrition éprouvaient des difficultés de prise en charge des frais des démonstrations nutritionnelles dans le village. Ces explications données par le comité de veille citoyen a véritablement marqué un ressortissant du village de Kénieba-Bafing qui a pris la décision de payer la taxe de développement de tout le village. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique	-Mars 2023 : Renforcement des capacités des CVC en technique de plaidoyer pour 4 participants dont 2 Femmes -15 au 17 Mai 2023 : Outils de gouvernance (PDESC, Budget, Compte administratif et le marché public) ayant profité à 41 participants dont 17 femmes -15 juillet 2023 : Réunion tripartite CVC-GSAN- ASACO, au profit de 9 participants dont 3 femmes	Des preuves pour le changement :  Attestation d'honneur au village Preuve de la contribution :  RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM	-Dioncoundan DEMEBELE président CVC Bamafélé 78 70 10 02 -Mr Issaka Sanogo SG mairie Bamafélé 78 9130 67	Les résultats de cette activité profiteront aux femmes, les enfants, les hommes ainsi que les couches vulnérables.
20	Pour la 1 ^{ère} fois à Ségala et Mahina, les CVC ont tissé un partenariat avec un nouveau projet (projet de renforcement de capacité de la société civile pour le leadership)	Les mairies ont pris conscientes de l'utilité des actions déroulées par les comités de veille citoyenne dans les communes. Considérant que le projet	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition)	Preuves pour le changement ::  LISTE OSC 8OCB RETENUES.xlsx	-Modibo KONARE président CVC Ségala tel :76237162 - Mamady DANSOKO 1er adjoint maire Mahina Tel : 66927267	Les résultats de cette activité profiteront aux femmes, les enfants, les hommes ainsi que



	<p>depuis septembre 2024 grâce à la dynamique de veille citoyenne au niveau de la commune soutenu par Right2Grow.</p>	<p>Right2Grow s'achemine vers la fin, les mairies ont jugées utiles de chercher des partenariats pour les CVC en vue de pérenniser la veille citoyenne dans les communes. C'est ainsi que les mairies ont proposé lesdits CVC aux répertoires des OSC potentiels partenaires du projet et qui a conduit à leur sélection. Cela est lié au résultat intermédiaire D de la théorie de changement qui porte sur la légitimité des OSC à exprimer les préoccupations des populations.</p>	<p>au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2024 : Appui financier à la mise en œuvre du plan annuel des comités citoyens de suivi et plaidoyer budgétaire Participants 44 (H : 32 - F : 12</p>	<p>Preuve de la contribution :</p>  <p>TDR FORMATION CCAP.docx</p>		<p>les couches vulnérables.</p>
21	<p>Pour la 1ère fois en janvier 2024, suivant les difficultés d'accès permanent aux soins de santé, le CVC de Marintoumania soutenu par Right2Grow a interpellé la mairie pour la construction d'un logement à hauteur de 5 000 000 FCFA (7622,45€) pour les agents de santé grâce à la participation du CVC à la commission paritaire.</p>	<p>Les matrones se logeaient dans la communauté loin du centre de santé à cause d'un manque d'habitat approprié. Cela posait d'énorme difficulté pour les matrones à s'occuper des malades dans la nuit à cause de la distance. Le CVC ayant pris connaissance, a interpellé la mairie à travers une note de plaidoyer pour la construction d'un</p>	<p>-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché</p>	<p>Preuves pour le changement : Chantier logement Marintoumania</p>  <p>Preuve de la contribution :</p>	<p>- Oumar Coulibaly Maire de la commune de Marintoumania 76 07 09 26 /63 02 00 04</p>	<p>Les résultats de cette action profiteront principalement aux femmes enceintes et les enfants, ainsi que les hommes et les couches vulnérables</p>




		logement dans l'enceinte du CSCOM pour l'amélioration de leur condition de vie. C'est ainsi que la mairie a inscrit cette activité dans le budget de la commune lors de la session de décembre 2023. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire C qui porte sur la collaboration des OSC avec les autorités locales en matière de planification budgétaire.	public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2024 : Appui financier à la mise en œuvre du plan annuel des comités citoyens de suivi et plaidoyer budgétaire Participants 44 (H : 32 - F : 12	 TDR FORMATION CCAP.docx		
22	En mai 2024, pour la 1ère fois à Bamafélé, suivant le problème d'assainissement aux écoles, le comité de veille citoyenne (CVC) a adressé une note de plaidoyer à la mairie et obtenu la réhabilitation de six (6) latrines de l'école à la suite de l'atelier d'orientation sur l'approche groupe de soutien aux activités de nutrition soutenu par Right2Grow.	A la suite d'une activité d'orientation des acteurs de la société sur l'approche Groupe de soutien aux activités de nutrition, une certaine connexion a été créée entre les différentes organisations et a suscité une dynamique d'alliance. C'est ainsi que le comité de gestion scolaire et le CVC ont réalisé une visite de terrain au niveau des écoles concernant les aspects assainissement en vue de diagnostiquer les problèmes. C'est sur la base de ces constats que le CVC a interpellé la mairie pour la réhabilitation des	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2024 : Appui financier à la mise en œuvre du plan annuel des comités citoyens de suivi et plaidoyer	Preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :  TDR FORMATION CCAP.docx	Aly K Dembelé Président CVC Bamafélé 78 41 45 54	Ce résultat bénéficie aux enfants fille et garçon de la tranche d'âge 6 à 16ans de la localité.




		latrines de l'école de Bamafélé. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire C qui porte sur la collaboration des OSC avec les autorités locales en matière de planification budgétaire.	budgétaire Participants 44 (H : 32 - F : 12)			
23	Une cinquantaine d'acteurs intervenant dans l'humanitaire, le développement et la paix ont convenu pour la première fois d'un draft de feuille de route pour l'opérationnalisation du triple Nexus au Mali lors de l'atelier d'échanges de haut niveau les 13 et 14 Novembre 2024 à Bamako.	Au regard de la situation du Mali et avec l'avancée du changement climatique, il est nécessaire que les acteurs intervenant dans l'humanitaire, le développement et la paix, conjuguent leurs efforts pour lutter contre la malnutrition, l'insécurité alimentaire mais aussi améliorer l'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement pour un développement durable. A travers l'opérationnalisation du triple Nexus, des solutions plus résilientes peuvent être développées pour faire face aux crises actuelles répondant ainsi au Résultat IV du programme.	A travers l'appui financier du programme R2G et le fonds du plan d'assistance 2024, le cadre d'échanges a pu se tenir les 13 et 14 Novembre 2024 à l'Escale Gourmande réunissant ainsi une cinquantaine d'acteurs dont les représentants de l'Etat, des ONG/OSC, des ONGI et des bailleurs de fonds (35 hommes en moyenne, 14 femmes en moyenne). Ce cadre d'échanges a permis : i) d'informer les acteurs sur les différents politiques et plans existants de l'Etat dans le cadre de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, ii) de partager l'expérience de certaines ONGI sur le concept et iii) d'élaborer un draft de feuille de route en vue de l'opérationnalisation du triple Nexus au Mali.	<p>Des preuves pour le changement:</p>  <p>Rapport atelier triple Nexus_vf.docx</p> <p>Preuve de la contribution :</p>  <p>Outil SWOT_cadre d'échange sur le ne:</p>  <p>Draft Feuille de route revue plénière</p>	Dr ROKIA COULIBALY, Chargée de Nutrition au CSA, Tel:78 62 43 25 M. DEMBELE Mamadou, Secrétaire Permanent CONACILSS, Tél : 75 18 08 53	Les hommes et les femmes sont impliqués dans le processus



<p>24</p>	<p>En 2024, suite l'action d'évaluation de la qualité des services Wash et nutrition du Centre de Santé Communautaire de Ouolodo et maternité du village de Sanadje par le comité de veille citoyenne avec le soutenu de R2G, la mairie a redynamisé et rendre fonctionnel le groupe de soutien aux activités de nutrition (GSAN)du village de Sanadje (commune de Ouolodo).</p>	<p>Le GSAN manquait du matériel et il y avait une faible collaboration entre le centre de santé et la maternité en matière de dotation de médicaments essentiels et en équipement. C'est sur la base de ces constats que le comité de veille citoyenne a interpellé la mairie a facilité la collaboration entre les structures et rendre fonctionnel le GSAN. Cela a permis au centre de santé d'appuyer la maternité en médicaments et équipements et à l'association de santé communautaire (ASACO) de doter le GSAN de Sanadje en matériels et intrants pour assurer la sensibilisation des communautés sur la nutrition. Ce résultat est lié à l'Output 1 portant sur la mobilisation des communautés autour d'une meilleure nutrition.</p>	<p>-Mise en place du Comite de Veille Citoyenne en avril 2022, -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024</p>	<p>Des preuves pour le changement: Photo du matériel de dotation/document réception</p> <p>Preuve de la contribution : Rapport de l'évaluation de la qualité des services Wash et Nutrition</p>	<p>Cécile DIARRA Directrice Technique du Centre Tel : 76182410</p> <p>Lamine TRAORE 1^{er} Adjoint au Maire de la commune de Ouolodo Tel :79269553</p>	<p>Le renforcement des GSAN contribue au renforcement de connaissance des jeunes filles, des femmes, dans la communauté. Le renforcement de la collaboration entre le CSCOM et la maternité contribue au renforcement de l'accès des femmes enceintes et des maires allaitantes au service de soins maternelle</p>
<p>25</p>	<p>En mai 2024 pour la première fois à Ouolodo, pour donner suite au plaidoyer du comité de veille citoyen soutenu par R2G lors de la rencontre de</p>	<p>La commune ne disposait pas de centre multifonctionnel pour les activités des femmes. De plus, il n'existait pas de cadre formel de</p>	<p>-Identification et cartographies des groupements par R2G en 2021, -Formation des groupements sur les techniques de</p>	<p>Preuve de la contribution : Rapport d'activité du Comite de veille citoyen de Ouolodo</p>	<p>Kemesseri DIARRA Maire de la mairie de Ouolodo Tel ; 76921331</p>	<p>Ce changement favorise une meilleure accessibilité aux variétés de produits locaux</p>

	<p>plaidoyer, la mairie a réhabilité un centre multifonctionnel pour les groupements de femmes transformatrice des produits locaux.</p>	<p>collaboration entre les groupements des femmes et la mairie. Le comité de veille citoyenne conscient de ces difficultés, a interpellé la mairie pour trouver une solution. C'est ainsi que la mairie a procédé à la réhabilitation du centre multifonctionnel pour les femmes. Ce résultat est lié à l'Output 2 portant sur le développement de produits innovants.</p>	<p>marketing, la vente et la transformation des produits locaux en Avril 2022 au profit de 33 personnes dont 23 femmes, -Soutien de R2G dans l'organisation de foire régionale en juin 2023 et mai 2024 au profit de 21 groupements ; -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes, -Soutien financier de R2G au plan d'action du Comite de veille citoyen -Tenue de la rencontre de plaidoyer en faveur des groupements de femmes le 18 avril 2024. Nombre de participants : 31 participants (14 hommes et 17 femmes).</p>	<p> Rapport d'etape CVC Ouolodo 2024 R2G.d</p> <p>Des preuves pour le changement: Photo du centre des femmes</p>	<p>Bakary DIARRA Membre de Comite de Veille Citoyenne de Ouolodo Tel : 79 14 78 16</p>	<p>pour l'amélioration de la nutrition des enfants,</p>
<p>26</p>	<p>Grâce au soutien financier de Right2Grow, les deux réseaux des journalistes (nutrition et Wash) sont parvenus à partager les recommandations issues de l'enquête IPC 2022 du Mali à la communauté internationale et les bailleurs en mai 2024.</p>	<p>La réalisation des concours de journaliste a suscité l'intérêt de des journalistes autour des questions de nutrition et Wash. C'est dans cette dynamique que les deux réseaux de journaliste se sont appropriés des résultats de l'enquête IPC et diffusés les recommandations pour</p>	<p>-Atelier d'appui au champion SUN OSC en Septembre 2022, Juin 2022, Mars 2023 et Juin 2024 au profit de 114 personnes dont 36 femmes -Appui financier aux Plans des champions SUN OSC 2021, 2022, 2023 et 2024</p>	<p>Preuve de la contribution:</p> <p> Termes%20de%20référence%20atelier%20</p> <p>Des preuves pour le changement:</p> <p> Rapport%20suivi%20des%20recommandat</p>	<p>Dr Yssouf TRAORE, Point Focal SUN-OSC Tel : 79 28 33 47</p> <p>Tel : Fanta DIAKITE, Journaliste à la Radio Kledu de Bamako : Tel : 76 16 36 10</p>	<p>Les hommes et les femmes du Mali sont informés sur la situation IPC de 2022 du Mali.</p>

		attirer l'attention des bailleurs de fonds. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire D.				
27	En décembre 2024, 2 réseaux parlementaires (Nutrition et WASH) ont été créés au sein du Conseil National de la Transition du Mali grâce aux différentes rencontres tenues entre les membres du CNT et OMAES/SUN-OSC soutenu par R2G.	Après la constitutionnalisation du droit à l'alimentation, à l'eau potable et à l'assainissement en juillet 2023, OMAES et SUN-OSC ont poursuivi la lutte avec le soutien de R2G à travers la création de 2 réseaux parlementaires (Nutrition et Wash) pour faciliter l'amélioration de la nutrition et du Wash en faveur de la population du Mali. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire F.	<p>-Atelier d'échange et d'engagement des membres du conseil national de la Transition en juin 2021 regroupant 14 personnes dont 7 femmes,</p> <p>-La rencontre de cadrage avec les membres du Comité National de la Transition et points focaux de l'administration du Conseil National de la Transition en Octobre 2024 regroupant 40xx personnes dont 7 femmes</p> <p>-La rencontre d'élaboration de proposition de reformulation en vue de la création d'un réseau unique : avec certains membres du CNT et les points focaux en Novembre 2024 regroupant 15 personnes dont 05 femmes</p> <p>-La rencontre d'élaboration de la proposition du draft de résolution de création et d'une note d'intention en Novembre 2024 regroupant 22 personnes dont 10 femmes</p> <p>-La rencontre d'élaboration de la proposition du draft de note d'intention en Novembre 2024 regroupant</p>	<p>Preuve de la contribution:</p>  <p>Document de référence réseaux parlementaires</p> <p>Des preuves pour le changement:</p>  <p>Rapport Appui au parlementaire.pdf</p>	<p>Issouf Traore, Point Focal SUN-OSC Tel :79 28 33 47</p> <p>Ousmane KORNIO, membre du Comité National de la Transition Tel : 74-05-65-07</p>	<p>Les membres du Conseil National de la Transition (hommes, femmes), les membres de la société civile et SUN-OSC ont participé à la création de réseau parlementaire pour le bien-être de la population du Mali</p>

			<p>22 personnes dont 10 femmes</p> <p>-La rencontre de finalisation et validation par le comité restreint en Novembre 2024 regroupant 11 personnes dont 2 femmes</p>			
28	<p>Dans les communes de Koulikoro, Sirakorola, Meguetan, Nonsombougou, Tioribougou, Ouolodo (région de Koulikoro) pour la première fois en décembre 2024, la nutrition a été intégrée dans les Plans de Développement Economique, Social et Culturel de six communes grâce aux actions de plaidoyer des comités de veille citoyen avec le soutien de R2G.</p>	<p>Il y'avait pas de ligne nutrition dans les plans de développement économique, social et culturel des communes concernées. Les comités de veilles citoyennes se sont mobilisés et adressés des notes de plaidoyer aux autorités communales pour la prise en compte de la nutrition dans les plans de développement révisés. Ce qui facilitera le soutien aux initiatives de nutrition et l'allocation de budget dans ces communes. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire E.</p>	<p>-Mise en place du Comité de Veille Citoyenne en avril 2022,</p> <p>-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit de 33 personnes dont 11 femmes.</p> <p>- Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024</p>	<p>Preuve de la contribution:</p>  <p>TDR_Cadre%20de%20Concertation%202020</p> <p>Des preuves pour le changement:</p>  <p>FDSD, Commune de Meguetan 2021-2024</p>	<p>Soumaila KAMATE, Secrétaire général de la mairie de Meguetan Tel : 76 42 92 45</p> <p>Koke DIARRA, Secrétaire Administratif du Comité de Veille Citoyen de Meguetan : 70-14-74-37</p>	<p>Les femmes, les hommes et les enfants des six communes bénéficieront des services de Nutrition dans la commune.</p>
29	<p>En 2024 pour la première fois, à la suite d'une note de plaidoyer déposée par le comité de veille citoyenne avec le soutien de R2G auprès de la mairie de la commune urbaine de Koutiala, le village de Bogoro et Seydoubougou ont bénéficié de</p>	<p>Lors d'un diagnostic des difficultés dans la commune, le comité de veille citoyenne a constaté dans trois (3) villages des difficultés d'accès à l'eau. C'est ainsi que le CVC a formulé une note de plaidoyer et interpellé</p>	<p>- Du 24 au 26 mars 2022 à Sikasso formation des membres des CSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition au profit de 36 personnes dont 8 femmes et 04 personnes en situation de handicap,</p>	<p>Preuve de la contribution:</p> <p>Note de plaidoyer des CVC de Koutiala</p>  <p>Note%20de%20plaidoyer%20du%20CVC%</p> <p>Rapport d'activité des CVC de Koutiala</p>	<p>Oumar Ze Coulibaly, Maire de Koutiala, Tel : 7608 79 69</p>	<p>Les installations d'eau profiteront à toute la population notamment les hommes, les femmes, et les enfants.</p>

	l'aménagement de nouveaux points d'eau (ménages et animaux) et la réparation du point d'eau défectueux du village Walaso par la mairie.	les autorités communales à trouver une solution pour ces problèmes. C'est ce qui a amené la mairie à procéder à la réhabilitation et l'aménagement de points dans les villages concernés. Ce résultat est au résultat intermédiaire B : Les communautés ont accès à des services nutritionnels et d'EHA abordables.	-17 avril 2023 Organisation à Sikasso d'un Cadre de concertation locale annuelle entre des acteurs du secteur privé et décideurs communaux dans le WASH, la Nutrition et la sécurité alimentaire : 16 participants de Koutiala dont 04 par commune au profit de 71 personnes dont 27 femmes . - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	 Rapport%20de%20plaidoyer%20CVC%20c Des preuves pour le changement:		
30	En 2024, pour la première fois dans la commune de N'Golonianasso, le comité de veille citoyenne soutenu par R2G, a entamé une série de sensibilisation depuis 2024 auprès du personnel du centre de santé et les membres de l'association de santé communautaire ayant permis de collecter 1.140 kilogrammes de céréales pour soutenir les activités de démonstration nutritionnelle dans la commune de N'Golonianasso.	Les groupes de soutien aux activités de nutrition éprouvaient d'énorme difficulté dans la réalisation des séances de nutrition nutritionnelle au profit des enfants de la commune. Face à cette difficulté, le comité de veille citoyenne a pris l'initiative de mener des sensibilisations auprès de la communauté en vue de créer un stock de céréales mobilisé auprès de la communauté et facilitant la réalisation des démonstrations nutritionnelles. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire A	-Du 24 au 26 mars 2022 à Sikasso formation des membres des CSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition au profit de profit de 36 personnes dont 8 femmes et 04 personnes . -Du 12 au 14 septembre 2022, Organisation d'ateliers régionaux sur l'intégration du genre et le leadership féminin organisé à Sikasso dont 120participant de Koutiala. -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	Preuve de la contribution: Note de plaidoyer des CVC de N'Golonianasso  Note%20de%20plaidoyer%20du%20CVC% Rapport d'activite des CVC de N'Golonianasso  RAPPORT%20D'ACTIVITE%20DE%20PLAID Des preuves pour le changement:	Seydou Boiré, Président du CVC Tel :75262214 ; Karim Coulibaly, chef de village de Gororsso Tel : 78260392	Tous les chefs de ménage, les femmes ont tous contribué à réalisation de la collecte de céréale. Ces céréales seront utilisés pour soutenir les activités de démonstrations nutritionnelles au profit des femmes et enfants.

		portant sur la réalisation des petites actions.				
31	En 2024 à Zanfigué, le suivi actif de la note de plaidoyer adressée à la mairie en 2023 par le comité de veille citoyenne avec le soutien de R2G, a permis de réparer et de réaliser plusieurs bornes fontaines dans tous les 11 villages que compte la commune.	Le comité de veille citoyenne a procédé à un diagnostic des difficultés d'accès à l'eau dans la commune de Zanfigué. Ce constat a amené le CVC a adressé une note de plaidoyer à la mairie en 2023. Le suivi régulier auprès de la mairie a poussé les autorités à donner une suite à la demande en réhabilitant les bornes fontaines en panne et réaliser de nouvelles bornes fontaines. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire B portant sur l'accès aux services nutrition et EHA abordables	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes -Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024.	Preuve de la contribution: Note de plaidoyer des CVC de Zanfigue  Note%20de%20plaidoyer%20du%20CVC% Rapport d'activité des CVC de Zanfigue  Rapport%20d'activite%20CVC%20de%20Z; Des preuves pour le changement:	Mamadou Sacko maire de Zanfigué ; Tel : 69370886 ; Ibrahim ; Salia Touré membre du CVC ; Tel : 76594058	Les installations d'eau profiteront à toute la population notamment les hommes, les femmes, et les enfants.
32	En 2024 à Diomaténé, grâce aux activités de sensibilisation réalisées par le comité de veille citoyenne avec le soutien R2G, le groupe de soutien aux activités de nutrition a pu mobiliser 700 kg de céréales (Samogosso : 200kg, M'Pegnesso : 250kg, Diomaténé : 150kg, Benogo Diassa : 100kg) auprès des chefs de ménages pour soutenir les activités de	Les groupes de soutien aux activités de nutrition de la commune de Diomaténé rencontraient des difficultés à réaliser les activités de démonstration nutritionnelles à cause des difficultés d'accès aux intrants. Suivant ce constat, le comité de veille citoyenne a entamé une série de sensibilisation auprès	-Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes ; -Renforcement des capacités du comité de veille citoyenne sur le contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 36 personnes dont 8 femmes et 04 personnes -Soutien technique et financière des plans d'action	Preuve de la contribution: Des preuves pour le changement:	Yacouba Diamouténé Chef de village de Samogosso 75658739 Chaka Coulibaly Responsable de la jeunesse de de Samogosso 73157324	Tous les chefs de ménage, les femmes ont tous contribué à réalisation de la collecte de céréales. Ces céréales seront utilisées pour soutenir les activités de démonstrations nutritionnelles au profit des femmes et des enfants.

	démonstrations nutritionnelles.	des chefs de village pour les inviter à soutenir les GSAN. C'est ainsi que les villages par l'intermédiaire des chefs de village ont initié une activité de collecte de céréale et disponibiliser 700Kg pour ces activités. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire A portant sur la réalisation de petites actions	de Comité de Veille Citoyenne en 2022 et 2023.			
--	---------------------------------	---	--	--	--	--